



## ASSEMBLEE GENERALE DU 9 MARS 2019



[www.reso-liain.fr](http://www.reso-liain.fr)

### Présents à la tribune

M. Walter Martin	Président du SIEA
Mme Annie Carrier	Vice-présidente déléguée du SIEA
Mme Brigitte Coulon	Vice-présidente déléguée du SIEA
M. Michel Chanel	Vice-président délégué du SIEA
M. Christophe Greffet	Vice-président délégué du SIEA
M. Philippe Guillot-Vignot	Vice-président délégué du SIEA
M. Denis Linglin	Vice-président délégué du SIEA

Mme Stéfany Douillet	Directrice Communications électronique
M. Philippe Dubost	Directeur Energies, Services et Ressources

Mme Marie-Jeanne Béguet Conseillère Régionale – représentant le président de la Région AURA

M. Jean Deguerry Président du Conseil départemental de l'Ain  
M. Marcel Jacquin Représentant de la commune de Saint-Vulbas

### Ordre du jour

#### Accueil de M. le Maire

#### Accueil de M. le Président

Rappel de l'ordre du jour

Désignation du secrétaire

#### Information

Compte rendu des actes effectués

Actions suite aux observations de la Chambre régionale des comptes

#### SIG

Plan de corps de rue simplifié - PCRS - partenariat avec ENEDIS-CRAIG-RSE et RTE.

#### Énergie

Point d'information sur le projet photovoltaïque.

Convention de transfert des certificats d'économie d'énergie (CEE)

Point d'information sur le projet Isol'01

#### Communication électronique

Modification tarification RESO LI@in

(Programmation triennale 2019/2021)

#### Ressources - Personnel

Action sociale – Participation à la protection sociale complémentaire des agents de droit public du SIEA

Emplois pour accroissement saisonnier d'activité et pour accroissement temporaire d'activité

Tableau des emplois – Création et suppression de postes

## **Ressources - finances**

### **Comptes de Gestion 2018**

Budget principal – Budget Régie – Budgets annexes Com'Élec et Photovoltaïque

### **Comptes Administratifs 2018**

Budget principal – Budget Régie – Budgets annexes Com'Élec et Photovoltaïque

## **Budgets**

Budget Principal 2019 – Ouverture d'autorisation de programmes et de crédits de paiement

Budget Annexe Communication électronique 2019 – Ouverture d'autorisation de programmes et de crédits de paiement

Budget principal 2019

Budget annexe "Communication électronique" 2019

Budget "RESO LIAin" 2019

Budget annexe pour la production d'énergie photovoltaïque 2019

## **Questions diverses**

## **Interventions de conclusion**



### **Accueil par M. Marcel Jacquin**

*Maire de Saint-Vulbas*

Bonjour à toutes et à tous. La coutume veut que le maire présente la commune accueillante, ce qui a été fait lors des assemblées générales antérieures. Saint-Vulbas est dynamique, mais les structures ne poussent pas comme des champignons. Donc, je ne vais pas répéter ce que j'ai dit au début des réunions précédentes, l'intérêt principal est l'assemblée générale du SIEA. Je vous souhaite une très bonne journée.

### **Accueil de M. le Président**

*M. Walter Martin, président du SIEA*

Merci monsieur le maire de nous permettre de commencer très rapidement l'assemblée générale.

Madame, messieurs les députés Xavier Breton, Olga Givernet, Charles de la Verpillière, Damien Abad.

Monsieur le sénateur Patrick Chaize.

Mesdames et messieurs les conseillers régionaux, je salue la présence de Mme Béguet représentant la Région, monsieur le président Wauquiez étant excusé.

Mesdames et messieurs les conseillers départementaux, chers collègues, j'annonce la venue de Monsieur le Président Jean Deguerry.

Mesdames et messieurs les maires, adjoints, conseillers municipaux et délégués du SIEA. Mesdames et messieurs les présidents des intercommunalités et conseillers communautaires.

Mesdames et messieurs les représentants d'associations d'élus ; je salue M. Marc Péchoux, président des maires de l'Ain,

Mesdames et messieurs.

Mes chers collègues.

J'ai eu l'occasion lors de l'assemblée générale du débat d'orientation budgétaire de m'exprimer sur l'ensemble des compétences du SIEA, pour introduire cette assemblée générale, je limiterai donc mon propos au programme de déploiement 2019/2021 de la fibre optique dans notre département.

Déjà en 2018, la construction de plus de 30 000 prises constituait une performance jamais réalisée de la part des équipes et des entreprises partenaires (je les en remercie), mais le programme 2019/2021 constitue une accélération sans précédent du rythme de création des prises de fibre optique jusqu'à fin 2021.

Il vous sera proposé d'adopter le volume de construction de prises, pour chaque exercice 2019, 2020, 2021 et, comme je m'y étais engagé, les cartes de déploiement dans vos communes, année par année, vous seront présentées.

Il me semble important de vous décrire les critères et la méthode qui ont prévalu à la définition de ce programme 2019/2021.

Avant cela, permettez-moi simplement de rappeler l'enjeu essentiel que constitue ce projet. Il s'agit de l'aménagement Très haut débit de notre département, avec les atouts que sa réalisation apportera aux entreprises, aux établissements publics, aux collectivités et aux habitants, en matière d'économie et d'emploi, d'éducation et de culture, de santé avec la télémédecine, bref dans tous les domaines qui font notre quotidien.

Je suis particulièrement heureux et satisfait que l'ensemble des collectivités et des EPCI (communes, intercommunalités, Département, Région, État, Europe) partagent avec le SIEA et unanimement cette volonté de donner à tous les Aindinois, l'avantage numérique indéniable que constitue le Très haut débit.

Pour répondre à cet enjeu d'aménagement, il appartient au SIEA de relever aux moins deux défis.

Le premier est le défi financier, avec la nécessaire qualité des dossiers et des indicateurs que nous devons présenter à nos partenaires financiers. Mais, c'est aussi le suivi précis de l'exploitation et la performance de la commercialisation, gage des recettes budgétaires qui nous permettent de rembourser nos emprunts et d'entretenir le réseau. À ce sujet, permettez-moi de vous annoncer le 40 000<sup>ème</sup> abonné de la Régie RESO-LIAin, chiffre qui confirme la bonne santé de notre réseau et l'attractivité des offres des fournisseurs d'accès sur celui-ci.

Le second défi est le défi industriel. Nous avons construit environ 120 000 lignes de fibre optique en 10 ans : c'était une performance à l'époque où personne n'avait l'idée de fibrer les territoires. Et nous avons l'ambition de construire 180 000 lignes supplémentaires en 2 ½ ans. C'est possible, en construisant 6 000 prises par mois, mais cela nous oblige à évoluer vers une économie de projet particulièrement rigoureuse dans son organisation et optimisée dans ses délais et dans ses coûts.

Cela m'amène à revenir sur les critères et la méthode qui ont permis d'établir le programme 2019/2021.

Les critères sont ceux définis par le comité de pilotage des financeurs : les entreprises et les zones d'activités, les bourgs centres et les villes ainsi que les zones mal desservies par l'ADSL. Le COPIL a également souhaité la complétude des communes partiellement déployées, orientation renforcée et confortée par la réglementation, nous avons appris assez récemment qu'elle nous oblige théoriquement à terminer les zones desservies par une armoire, dans les 5 ans suivant sa première installation.

À ces critères, il faut associer la méthode de déploiement imposée par le modèle industriel de conception réalisation (modèle géré par les entreprises titulaires des marchés). Il consiste à développer la fibre par plaques couvrant plusieurs communes. M. Michel Chanel et Mme Stéfany Douillet vous décriront cette pratique beaucoup mieux que moi,

mais il faut retenir que le délai imposé de 2 ½ ans n'autorise plus un déploiement disséminé, comme nous pouvions le faire auparavant.

Il nous reste aujourd'hui 3 ans pour fibrer l'Ain. Je devrais même dire que nous aurons 30 mois à partir de juin pour réaliser ce travail : 30 mois à 6 000 prises par mois pour apporter le Très haut débit à nos concitoyens.

30 mois, c'est extrêmement court à l'échelle d'un projet d'aménagement du territoire, mais je suis bien conscient que 30 mois sont longs pour les communes qui seront fibrées en 2021.

Car, vous l'avez compris, il y a aujourd'hui des communes :

- couvertes totalement ou partiellement par le Très haut débit,
- pour lesquelles le Très haut débit sera étudié, construit ou mis en service en 2019,
- pour lesquelles le Très haut débit sera étudié, construit ou mis en service en 2020,
- pour lesquelles le Très haut débit sera étudié, construit ou mis en service en 2021.

Je voudrais aller plus vite, mais je ne sais pas le faire, alors je sollicite votre compréhension, même si évidemment je répondrai tout à l'heure à vos questions et vos remarques à ce sujet.

Le dernier point concerne les ressources humaines. Construire 180 000 prises de fibre optique en 30 mois mobilise des moyens humains importants. Ces moyens humains seront internes dès lors que les emplois seront maintenus à l'issue du projet dans le périmètre de l'exploitation et de la commercialisation à la Régie RESO-LIAin. Ils seront externalisés pendant la période des travaux dès lors qu'ils ne seront pas maintenus à l'issue de ceux-ci. Je précise que ces emplois pérennes seront financés dès cette année, par les redevances obtenues des fournisseurs d'accès utilisant notre réseau.

Voilà mes chers collègues les quelques mots que je souhaitais vous adresser avant de lancer notre assemblée générale, tout au long de laquelle, avec l'ensemble du bureau, nous répondrons à vos questions.

Pour devancer d'éventuelles remarques, je vous dis que nous avons été très sollicités ces dernières semaines, notamment au sujet de la fibre. Par avance, je vous prie d'excuser l'absence de réponses à certains d'entre vous, nous y remédierons.

En tant que benjamin de l'assemblée, M. Renaud Donzel sera le secrétaire de séance.

## **Information**

*M. Walter Martin, président du SIEA*

### Compte rendu des actes effectués

À l'unanimité, l'assemblée donne acte de la communication du compte rendu des actes effectués en application des délégations données au Président.

### Actions suite aux observations de la Chambre régionale des comptes

À l'unanimité, l'assemblée donne acte des actions menées afin de répondre aux observations de la Chambre régionale des comptes.

## **SIG**

*M. Denis Linglin, vice-président du SIEA délégué au Système d'information géographique et aux usages du Numérique*

Partenariat avec le CRAIG (Centre régional Auvergne Rhône-Alpes de l'Information géographique) pour le PCRS (Plan de corps de rue simplifié)

Selon la loi, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026 (courant du prochain mandat), tous les réseaux devront être reportés sur un fond de plan à grande échelle (classe de précision A, soit 10 cm). La totalité représentera 6 000 km<sup>2</sup>.



Le PCRS répond à ces critères. Pour minimiser les coûts, et comme il faudra reporter de nombreux réseaux sur ce fond de plan, des partenariats seront signés sur 5 ans (par exemple avec ENEDIS), à l'échelle du département, pour l'acquisition et la mise à jour du fond de plan.

Le financement serait le suivant :

- ENEDIS pour 38,9 % ;
- SIEA (fibre optique et éclairage public) pour 29,1 % ;
- SIEA (eau et assainissement) pour 20 % (préfinancés par le SIEA ; les EPCI généralement délégataires de cette compétence pourraient accepter de rembourser le syndicat) ;
- SIEA pour 3,8 % (préfinancés par le SIEA pour les communes ayant conservé leur compétence en éclairage public) ;
- CRAIG pour 5 % (cela paraît peu, mais l'intérêt politico-stratégique est important) ;
- RSE, la régie d'électricité, pour 2,7 % ;
- RTE (réseau de transport très haute tension) pour 0,5 %.

Des propriétaires de réseaux relativement importants n'apparaissent pas, les principaux sont GRDF et ORANGE. À l'heure actuelle, ils ne souhaitent pas rentrer dans ce partenariat : ils ont ce problème dans tous les départements, ils veulent avoir une stratégie nationale, vraisemblablement en payant leur dû à la fin de l'opération.

*Exemple de rendu sur une prise de vue réalisée en 2018, avec superposition du réseau de fibre optique*

Les points rouges correspondent aux chambres levées pour le réseau fibre optique. Quand le travail sera terminé, vous pourrez analyser chaque point du réseau avec une précision d'au moins 10 cm.



M. Philippe Dubost- SIEA

Pour les communes et les intercommunalités ayant la compétence eau/assainissement et éclairage public, cette obligation prendra effet en 2026. Le PCRS constitué par le SIEA et ses partenaires pourra être fourni à coût bien moins important que si elles élaboraient seules ce plan.

Aucune observation.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

## **Énergie**

*M. Christophe Greffet, vice-président du SIEA délégué à l'énergie*

### Point d'information sur le projet photovoltaïque

2 lots ont été initiés.

Lot 1 (54 kWc)

Bellegnat : restaurant scolaire et Club-house (36 kWc + 9 kWc)

Saint-Genis/Menthon : groupe scolaire (9 kWc)

Il faudra patienter jusqu'à l'été avant de lancer un marché, les réponses des entreprises pour ces installations étant inappropriées au regard des prescriptions de sécurité, en particulier celles du SDIS. Le marché sera relancé au cours de l'été 2019.

Lot 2 (72kWc)

Chaleins : salle de fêtes (36 kWc)

Ceyzeriat : groupe scolaire (36 kWc)

Pour ce lot plus volumineux, le marché est attribué à CITEOS à 1,45 €/Wc l'unité, contre 1,8 €/Wc prévu. Le gain total sera donc de 25 000 €. Le retour sur investissement évalué à moins de 20 ans est obtenu. Les travaux seront terminés avant le mois de juin 2019.

Le niveau des tarifs de rachat a été fixé en mars 2018.

### Convention de transfert des certificats d'économie d'énergie (CEE)

Le dispositif a été mis en place dans le cadre de la loi du 13 juillet 2005. Il prévoit 2 catégories : les obligés et les éligibles.

Les obligés sont les fournisseurs d'énergie qui doivent promouvoir les économies d'énergie. Ces fournisseurs comprennent EDF, TOTAL, CARREFOUR, etc. Ils doivent racheter les certificats d'économie d'énergie émis par les éligibles.

Les éligibles sont les collectivités, les bailleurs sociaux, etc.

Ces certificats d'économie d'énergie sont trop peu valorisés par nos collectivités. Le SIEA les a valorisés à hauteur de 100 000 € depuis de longues années ; c'est assez peu en faisant un rapport annuel. En 2019, nous sommes déjà à près de 35 000 € de valorisation de CEE qui viennent abonder un programme d'action sur la transition écologique et d'économie d'énergie.

L'enjeu est de valoriser le maximum de CEE des collectivités de l'Ain. Quand bien même les travaux sont effectués, ces certificats peuvent être valorisés par les entreprises, sans qu'elles en informent les collectivités.

L'objectif est de faire bénéficier les communes et établissements publics de ce seul financement mis à leur disposition, dans les meilleures conditions techniques et financières possible. Pour cela, il faut massifier les CEE, car plus ils sont valorisés, plus leur valeur augmente. Le regroupement du SIEA avec les autres syndicats d'énergie de la Région facilite le dépôt et permet de garantir des prix de vente 2 fois supérieurs à des ventes isolées.

C'est l'unique outil d'ingénierie technique et financier permettant le financement des travaux. Le SIEA pourra jouer son rôle d'acteur opérationnel et de coordonnateur départemental de la transition énergétique par l'encouragement et l'incitation d'opérations plus rentables.

Nous proposons une convention de transfert de valorisation des CEE entre la commune ou l'établissement public et le SIEA pour que le SIEA puisse vendre les CEE au prix massifié. Il ne s'agit pas d'un transfert de compétence.

Exemple dossier pour un prix de vente CCE massifié à 9€/MWhC	Volume CEE à valoriser en MWhC	Montant CEE Obtenu par le SIEA	Produit reversé par le SIEA	Montant CEE obtenu par la collectivité seule (hors frais de gestion estimés à 60€)
Régulation 100 m²	5	45 €	- €	23 €
Changement 9 LED	10	90 €	- €	45 €
PAC 100 m²	50	450 €	310 €	225 €
Isol. combles 100 m² Ch élec.	110	990 €	850 €	495 €
Isol. mur 100 m² Ch fuel.	290	2 610 €	2 470 €	1 305 €

La colonne de gauche indique comment valoriser ces CEE à l'occasion d'opérations d'économie d'énergie : remplacement d'éclairage avec des LED, pose de pompe à chaleur, isolation des combles, etc.

La colonne verte indique le volume de CEE à valoriser en MWhC. Si vous transférez cette valorisation au SIEA, les colonnes en fond bleu indiquent pour l'une, la valeur qui serait obtenue, pour l'autre, le produit reversé aux communes adhérentes. La colonne de droite, indique le montant de la valorisation, si les collectivités agissent seules, sans massifier.

En prenant pour exemple l'isolation de 100 m² de combles, une commune serait amenée à retirer 495 € si elle valorise seule ses certificats, alors qu'elle pourrait obtenir 850 € reversés par le SIEA. La massification à l'échelle du syndicat Auvergne Rhône-Alpes permet de faire plusieurs dépôts de certificats par an, alors qu'un autre éligible ne pourra le faire qu'une fois. L'enjeu est donc important pour le financement de certaines opérations.

Nous vous proposons une convention de transfert entre la commune ou l'établissement public et le SIEA. Cette convention devra être mise en délibération au sein des équipes municipales.

M. Richard de Beynost

Savez-vous ce que représente une valorisation des CEE par de grands groupes comme TOTAL ou LECLERC ?

M. Christophe Greffet

Ces fournisseurs d'énergie achètent des certificats, ils ne les vendent pas. Les collectivités les vendent, les obligés se doivent de les racheter.

M. Richard de Beynost

Connaissez-vous les montants des valorisations pour d'autres fournisseurs ?

M. Christophe Greffet

En quelque sorte, les CEE sont cotés. Leur valeur évolue, elle est actuellement de 9 €, comme l'indique le tableau précédent : en première ligne 5 CEE d'une valeur de 9 € sont valorisés 45 €. Si la commune valorise seule, la valeur diminue de moitié.

M. Bernard Argenti – Hauteville-Lompnes

Le transfert peut-il s'opérer pour les réseaux de chaleur ? C'est-à-dire en régie, ce n'est pas la collectivité qui le gère, nous avons déjà un système de CEE à affiner en direct avec vous.

M. Christophe Greffet

Qui porte le réseau de chaleur ?

M. Bernard Argenti – Hauteville-Lompnes

C'est une régie. Il faudrait étudier ce problème avec vous, car nous avons la possibilité de récupérer ces certificats. Les chiffres sont éloquentes, même en laissant une participation au SIEA : la massification pourrait-elle s'opérer dans notre cas ?

M. Christophe Greffet

Effectivement, des coûts de gestion existent pour la commune.

M. Bernard Argenti – Hauteville-Lompnes

Juridiquement, une régie peut-elle le faire ?

M. Christophe Greffet

Bien sûr.

M. Didier Pétrone - Saint-Marcel en Dombes

Nous avons déjà engagé des travaux d'économie d'énergie qui demandent beaucoup de documents complémentaires : malgré cet engagement, est-il possible de repasser par le SIEA ?

M. Christophe Greffet

Tant que le dossier n'est pas déposé, il faudrait signer la convention nous liant dans les meilleurs délais, au-delà du vote qui s'exprimera au cours de cette assemblée générale. Votre propos illustre le formalisme à respecter, c'est également ce soutien que nous pourrions apporter aux communes. Lorsque nous accompagnons des collectivités, nous mettons en œuvre de manière concrète des actions qui pourront être financées par le dispositif.

M. Didier Pétrone - Saint-Marcel en Dombes

Le dossier est déposé.

M. Jean-Marc Thévenet – Péronnas

Les CEE s'appliquent-ils à l'éclairage public ? Auquel cas, la massification peut-elle être appliquée aux communes ?

M. Christophe Greffet

Oui, nous avons assez d'exemples d'éclairage public avec changement par LED. Dans l'exemple qui est pris dans le tableau précédent, comme nous sommes en dessous de 100 MW, les frais de gestion sont importants, en massifiant, il y aura un retour pour la commune.

Je me corrige : il y a transfert de compétence pour l'éclairage public, donc il n'y aura pas de retour pour la commune.

M. Jean-Marc Thévenet – Péronnas

Le coût de l'abonnement sera-t-il modifié ?

M. Christophe Greffet

Oui, cela participera à un équilibre sur l'éclairage public.

M. Frédéric Di-Paolo - Culoz

Les chiffres annoncés sont-ils valables, quel que soit le nombre de communes qui signeraient la convention ?

M. Christophe Greffet

Oui.

Toute commune sera invitée à délibérer après le vote qui va suivre. Toutes les communes qui adopteront cette convention entreront dans le dispositif.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

M. Philippe Guillot Vignot – Vice-président compétence éclairage public

Lorsque la compétence Éclairage public est transférée au SIEA, le certificat nous revient de droit. Pour les communes qui n'ont pas fait ce transfert, il est possible d'envisager la signature d'une convention.

#### Point d'information sur le projet Isol'01

Une enquête a été menée dans les communes et les intercommunalités.

La clôture a été reportée au 25 mars. Le 5 mars nous avons les réponses de 233 communes (59 %) et 5 EPCI (29 %). L'objectif est atteint avec 483 bâtiments identifiés et déclarés.

Les résultats seront connus à partir d'avril 2019. D'ici là, un diagnostic plus fin sera effectué pour valider l'éligibilité des bâtiments, des études seront menées et un plan de financement réalisé.

L'appel d'offres se fera en 2019 et les travaux commenceront en 2020.

Nous remercions les agents des services marketing et énergie du SIEA grâce auxquels cette enquête a été réalisée. Nous remercions également les collectivités qui ont répondu. En étudiant les opérations conduites dans d'autres départements, si tous les bâtiments identifiés étaient éligibles, le montant serait de l'ordre de 1,5 M€. C'est le montant que nous avons évoqué lors de nos précédentes assemblées. Certaines opérations d'isolation des combles exigeront ou exigeraient quelques travaux, par exemple des conduites électriques devraient être protégées ou déviées.

Mme Clotilde Fournier - Saint Sulpice

Je vous remercie pour ces précieuses informations. Qui sera en charge du diagnostic sera-t-il délégué à des partenaires du SIEA ? Par ailleurs, le diagnostic, sera-t-il à la charge du SIEA ou des communes ?

M. Christophe Greffet

Le SIEA sera maître d'ouvrage de l'opération. Nous réfléchissons à faire appel à un prestataire extérieur pour effectuer le diagnostic. Ce coût sera intégré au budget. Le montant global est estimé à 1,5 M€, en référence à d'autres départements, notamment le Puy-de-Dôme, le coût du diagnostic peut être estimé à 100 000 €. Cette somme relativement modeste est nécessaire. En contrepartie, en recettes il y aura la valorisation des CEE et nous espérons d'autres financements afin que le reste à charge soit le plus modeste possible pour la commune.

Je précise que cette opération est éligible à l'appel à manifestation d'intérêt adressé récemment par le Conseil régional. Nous proposerons à chacune des communes un modèle de financement. Il ne faut pas oublier le retour rapide sur investissement, compte tenu des économies d'énergie. Nous serons transparents sur l'ensemble des coûts engagés et leur financement.

## Communication électronique

*M. Michel Chanel, vice-président délégué à la Communication électronique, infrastructure et exploitation*

### Modification tarification RESO-LIAin

Nous transportons des données vers le monde, notre monde s'arrêtant à LYONIX et CERN. Nous faisons payer ce transport aux fournisseurs d'accès Internet. Or, le prix actuel est largement supérieur au prix du marché, il est nécessaire de nous rapprocher de ce dernier prix, donc d'aller vers une nouvelle tarification plus linéaire et sans effet de seuil.

### *Propositions*

Type d'offre	Coût
Offre de transport IP mesuré jusqu'à 100Mbps	4 €/Mbps
Offre de transport IP mesuré au-delà de 100 Mbps jusqu'à 200Mbps	400€+2€/ Mbps supplémentaire
Offre de transport IP mesuré au-delà de 200 Mbps jusqu'à 600Mbps	Forfait 600€
Offre de transport IP mesuré au-delà de 600 Mbps jusqu'à 1Gbps	Forfait 650€
Offre de transport IP mesuré au-delà de 1Gbps	Forfait 800€

La tarification a été validée par les membres du Conseil d'exploitation de la Régie. Elle serait appliquée en juillet 2019.

M. Jean-Marc Thévenet - Péronnas

Nous avons voté un budget prévisionnel : est-il basé sur des recettes prenant en compte ce tarif ? Si oui, il y aura baisse des recettes.

M. Michel Chanel

C'est déjà comme cela. Les recettes sont de l'ordre de 70 000 €/an. Même en baissant les prix, elles garderont cet ordre de grandeur, car les débits des opérateurs sont dans la fourchette haute des propositions.

M. Walter Martin

Afin que l'information soit complète, je propose de vous transmettre l'ancien tarif.

### Rappel tarifs

Type d'offre	Coût
Offre de transport IP mesuré jusqu'à 100Mbps	4 €/Mbps
Offre de transport IP mesuré au-delà de 100 Mbps jusqu'à 1Gbps	Forfait 650€

Aucune observation.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

## Programmation triennale 2019/2021

*M. Walter Martin, président du SIEA*

*M. Michel Chanel, vice-président délégué à la Communication électronique, infrastructure et exploitation*

*Mme Stéfany Douillet, directrice Communications électroniques et Directrice de la Régie RESO-LIAin*

### *État de lieux*

*M. Walter Martin*

Sur les 393 communes du département, 240 sont desservies partiellement ou totalement. La carte suivante montre que des communes sont ouvertes à moins de 50 % d'autres à plus de 50 %. En 2018 en particulier, mais également en 2017, les déploiements réalisés concernaient des ouvertures plus importantes, supérieures à 80 %. En effet, nous sommes conscients de la difficulté qui se pose aux communes quand des quartiers sont desservis et d'autres ne le sont pas.

116 114 logements et bâtiments professionnels sont éligibles au Très haut débit par la fibre. Notre objectif est d'atteindre plus de 287 000 fin 2021.

Nous avons construit plus de 30 000 prises en 2018, comme nous nous y étions engagés. Les équipes et les entreprises ont réalisé une performance, compte tenu du contexte sur l'approvisionnement en fibre, les servitudes de passage, l'évolution de règles d'ingénierie. 145 Zones d'activités sont ouvertes au Très haut débit.

40 000 abonnés sont en service FTTH par fibre optique via l'un de nos fournisseurs d'accès Internet. C'est un chiffre particulièrement encourageant, car c'est l'indicateur des recettes d'exploitation et de commercialisation : il est au vert lorsque le nombre d'abonnés augmente avec une pente significative, comme c'est le cas ces derniers mois. 1 500 professionnels font partie de ces abonnés, nous pouvons faire mieux. En collaboration avec les EPCI, les intercommunalités, il nous appartient de valoriser les offres que peuvent faire les fournisseurs d'accès auprès des professionnels dans les Zones d'activités.

Nous avons 32 opérateurs partenaires, dont 2 nationaux (ORANGE et SFR). Les négociations avec FREE se poursuivent. Nous avons espoir qu'elles aboutissent, car plus notre réseau est intéressant, plus il sera attractif pour des opérateurs nationaux comme FREE et BOUYGUES.

### **Annexe 1** – Carte de déploiement du réseau fibre optique des communes de l'Ain

Les communes en vert foncé sont ouvertes à plus de 50 %.

Les communes en vert clair sont ouvertes à moins de 50 %.

Les communes hachurées en rouge seront ouvertes dans 2 mois.

Les communes hachurées en bleu seront ouvertes dans moins de 6 mois.

La commune en jaune sera ouverte en 2019.

Ceci relève des anciens marchés, et non du marché de conception réalisation dont nous parlerons ultérieurement.

M. Walter Martin

Je propose à nos partenaires s'ils veulent intervenir dès à présent.

Mme Marie-Jeanne Béguet

*Vice-présidente du Conseil régional*

Monsieur le Président, Messieurs les députés et sénateurs, Madame la députée, Mesdames et Messieurs les élus, c'est toujours un moment très intéressant que l'assemblée générale du SIEA, d'autant plus qu'actuellement nous voyons à quelle vitesse se réalise le déploiement de la fibre optique. Je rappelle que la Région participe à hauteur de 150 €/prise et pour 50 M€ au total. Il en est de même pour toutes les actions engagées, notamment en matière de politique environnementale et énergétique. La Région a voté en 2019 un plan dans le domaine de l'énergie et de l'efficacité du territoire à faire face au changement climatique. Nous contribuons et nous soutenons la politique menée par le SIEA que ce soit par les certificats d'économie d'énergie, par les accompagnements aux économies grâce aux énergies renouvelables et tout ce qui concerne le Plan climat air énergie territorial, puisque le SIEA est le coordonnateur du groupement de commandes pour les EPCI. Je suis également les travaux réalisés sur l'isolation des combles et ce que vous proposez aux communes.

Nous travaillons ensemble et dans le même sens, l'implication de tous les niveaux de collectivités permettra d'être efficaces pour ce grand défi qui nous attend.

M. Walter Martin

Je vous remercie d'avoir mentionné les actions menées selon nos compétences. Je rappelle la contribution essentielle de la Région dans le cadre de la Communication électronique, puisque ce partenaire apportera 50 M€ à ce projet.

Avant de laisser la parole à M. Jean Deguerry, je tiens à le remercier pour la signature de la convention avec le Département sur le financement de la fibre à hauteur de 3 M€/an pendant 10 ans. Je souligne l'importance des garanties d'emprunt qui avec celles des EPCI ont permis depuis 2 ans que ce projet se poursuive, alors qu'il était en difficulté.

M. Jean Deguerry

*Président du Conseil départemental de l'Ain*

Je salue le président du SIEA, sa nouvelle directrice, les nombreux élus, les parlementaires, les conseillers régionaux, départementaux, présidents des EPCI, les représentants des communes. Bienvenue à tous et merci d'avoir répondu présent à cette assemblée générale.

La politique du département lancée depuis 2015 par mon prédécesseur M. Damien Abad et poursuivie par mes soins a été d'accentuer le déploiement de la fibre optique à l'ensemble des communes de l'Ain d'ici 2021. C'est un travail de longue haleine, c'est un objectif important pour répondre aux considérables enjeux économiques et sociaux. C'est la raison pour laquelle nous avons consacré beaucoup de temps à ce déploiement, et apporté les moyens financiers nécessaires. Notre objectif est de permettre à tous les Aindinois, à toutes les entreprises, toutes les collectivités de bénéficier de la fibre optique. Aujourd'hui, c'est la solution la plus adaptée aux besoins croissants des collectivités et la plus efficiente pour que notre département reste en tête de la course des territoires les plus attractifs grâce à un accès Très haut débit à Internet.

C'est un enjeu territorial majeur, je tiens à saluer le travail fait par M. Walter Martin et Mme Stéfany Douillet qui ont bataillé pour obtenir ces résultats. Grâce à leur engagement et à leur ténacité, les chiffres du déploiement sont remarquables et le plan d'affaires est sur les rails. Je tiens à les en féliciter. Toutes et tous, nous avons bien fait de les accompagner, de les soutenir pour atteindre nos objectifs communs.



Comme cela vient d'être dit, le Département a accepté un engagement sans précédent de 3 M€/an pendant 10 ans. Ce signal fort illustre notre soutien. Je remercie également le Conseil régional qui s'est engagé fortement, les EPCI qui ont toutes joué le jeu, et bien sûr les communes. Sans l'esprit d'équipe que nous avons pu montrer à la MTHD à Paris, nous n'aurions jamais obtenu le sésame de la part de l'État pour obtenir 74 M€. Je tiens à remercier tous ceux qui se sont engagés à nos côtés, particulièrement nos parlementaires : M. Damien Abad, M. Charles de la Verpillière et bien sûr Monsieur le Sénateur Patrick Chaize qui nous ont accompagnés, je n'oublie pas M. Bernard Grison.

Aujourd'hui, nous fonctionnons à plein régime et avec l'Oise, nous sommes le département de France le plus fibré. Si nous voulons conserver cette avance, nous devons poursuivre tous ensemble, en confiance, en équipe pour atteindre les objectifs affichés. À la fin de 2021, tout le département sera fibré, c'est un exploit. Certaines communes ne seront pas totalement fibrées en 2019, en 2020, mais atteindre cet objectif en 3 ans est un défi difficile à relever, mais nous avons tous les moyens pour le faire. Continuons ensemble et soyons fiers de cette position privilégiée.

M. Walter Martin

Je remercie la Région et le Département d'être intervenus par la voix de leurs représentants. Si d'autres parlementaires souhaitent prendre la parole, ils seront les bienvenus. La satisfaction est d'avoir eu, à tous les niveaux des collectivités, une solidarité et un partage unanime. J'ai parlé de la Région, du Département, des intercommunalités, des communes, il faut également citer l'Europe et l'État qui nous a fait parvenir la lettre de financement définitive en décembre 2018.

Reprise des échanges sur la programmation triennale 2019/2021 M. Walter Martin, président du SIEA

*État de lieux*

*M. Michel Chanel, vice-président délégué à la Communication électronique, infrastructure et exploitation*

Le franchissement des étapes a permis d'obtenir l'engagement de financement de l'État en faveur du réseau d'initiative publique de l'Ain porté par le SIEA, pour un montant de 74,6 M€ (courrier du Premier ministre - 24/12/2018). Cet engagement confirme la solidité de notre projet.

2019 verra une accélération des déploiements : 6 000 lignes en fibre optique par mois à partir du second semestre, afin que le déploiement soit complet fin 2021.

Les négociations avec les titulaires de marchés et les définitions des calendriers de déploiement et de l'ingénierie se poursuivent dans le respect de la réglementation.

La finalisation des échanges avec les acteurs publics et financiers permettra d'obtenir la totalité des ressources (financières, humaines...) nécessaires à l'accélération attendue du programme de déploiement pour l'ensemble des communes.

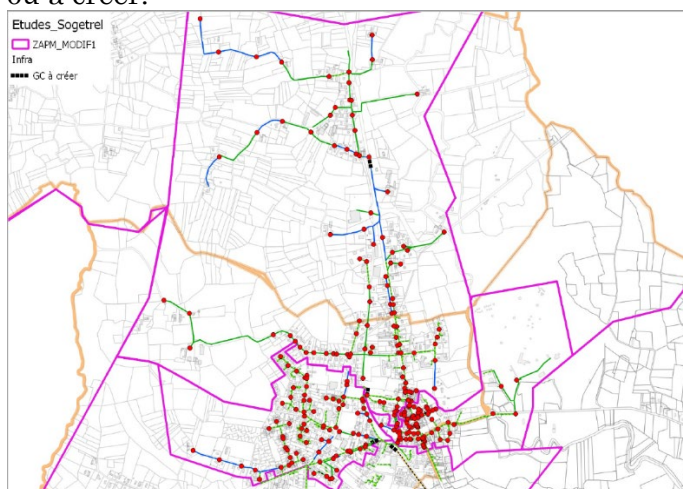
*Mme Stéfany Douillet, directrice Communications électroniques*

Fin 2018, après l'attribution des marchés, des tests ont été effectués pour éprouver les titulaires du marché sur 2 zones ciblées, afin de se mettre d'accord sur le mode et les méthodes de déploiement :

- AXIONE (lot Est) : Hotonnes, Belley, Saint-Martin-du-Fresnes et Maillat ;
- SOGETREL (lot Ouest) : Montrevel-en-Bresse.

La restitution des études de terrain a eu lieu en février 2019.

Les points rouges sont les points d'infrastructures, il s'agit d'un travail de terrain avec ouverture de chambre dans le trottoir, vérification de toutes les infrastructures disponibles ou à créer.



### *Programme*

*Mme Stéfany Douillet, directrice Communications électroniques*

En 2019, sur le lot Ouest, 27 M€ sont prévus pour une commande de 26 000 lignes étudiées dont 18 000 réalisées. La différence s'explique par le fait que lors de travaux, il y a des impondérables, des conduites de génie civil cassées, des refus de passage que nous devons anticiper. Pour le lot Est, avec 23,4 M€, 24 000 lignes seront étudiées et 18 000 réalisées. Le nombre de lignes est un peu plus faible, car il s'agira principalement de tenir nos obligations réglementaires. Sur le lot Ouest, nous commandons 26 000 lignes, car il y a de grosses communes à forte densité, ce qui rend le travail complexe.

C'est un programme triennal de près de 300 M€ qui comprend les travaux, les AMO, les équipements, les locations d'infrastructures (nous réutilisons les réseaux existants, c'est une source d'économie), les ressources humaines, les redécoupages (certaines zones déjà déployées seront redécoupées pour respecter la réglementation), etc.

Ces investissements sont financés par l'ensemble des partenaires : Europe, État, Région, Département, EPCI, communes et SIEA. Il reste à négocier des emprunts à hauteur de 200 M€ avec la BEI et la Caisse des Dépôts. Ceci sera fait après le vote du budget et nous pourrons avancer sur un plan d'affaires complet, l'adapter si nécessaire.

La Régie RESO-LIAin commercialise le réseau, l'entretient, le maintient et génère des recettes. Elle entretient le réseau, ce qui évite des coûts de maintien et elle commercialise auprès des fournisseurs d'accès Internet du réseau. Ces fournisseurs sont de plus en plus présents : 1 000 lignes supplémentaires/mois sont louées ou achetées par les opérateurs de services. Le mode « location » nous permet de dégager de la marge : les opérateurs n'achètent pas en cofinancement, ils louent à la ligne. Dès 2019, ces recettes permettent de rembourser les intérêts des emprunts souscrits, le coût des ressources humaines (totalement), les honoraires (juridique, d'accompagnement, etc.), le coût des AMO.

### *Suite Programme*

*M. Michel Chanel, vice-président délégué à la Communication électronique, infrastructure et exploitation*

Ce programme ne sera tenu qu'avec des ressources humaines appropriées, et je répète que leur coût sera totalement remboursé dès 2019 par une petite partie des recettes de commercialisation (2 M€/14 M€). Nous ne voulons pas revivre 2018, car nous ne pouvions pas suivre correctement les travaux ni accompagner les communes, ce qui nous a été reproché.

Les ressources humaines pérennes pour les extensions potentielles (forte évolution démographique du département), la supervision, le maintien et la commercialisation du réseau sont internalisées, principalement à la Régie.

Les équipes ont été réorganisées en fonction des activités et si l'Assemblée en convient ce jour, elles seront aussi dimensionnées en fonction du volume d'activité à affronter pour ce programme et garantir la meilleure qualité de service possible.

Les ressources humaines non pérennes, principalement pour le développement d'outils de gestion, les nombreux contrôles terrain des travaux et infrastructures, de gestion administrative des travaux seront externalisées en grande partie entre 2019 et 2021. En 2019, 6 personnes auront la charge du suivi des travaux, il y aura une création de poste affectée en 2020.

Les études terrain et les déploiements se dérouleront par plaques géographiques. Ces plaques ont été déterminées selon les critères fixés par le marché de conception réalisation et par le comité de pilotage des financeurs. Depuis plusieurs années, les critères n'ont pas évolué.

#### Respecter la réglementation

C'est le seul critère renforcé, mais d'importance, car il vise non seulement à intégrer au maximum les zones où le déploiement a débuté, mais aussi à intégrer les zones situées derrière les armoires déployées (ZAPM, zone arrière des points de mutualisation) qui auraient dû être complétées au maximum 5 ans après la décision du régulateur.

Le délai est dépassé principalement sur le Pays de Gex et le Pays bellegardien (environ 18 000 lignes sont concernées, soit l'équivalent de la totalité du programme 2019 sur le lot Est).

*Article 3 de la décision de l'Autorité n° 2010-1312 : « Un délai de déploiement au plus de deux à cinq ans, en fonction des caractéristiques locales, semble, à cet égard, raisonnable. À cet horizon, il est souhaitable que ce déploiement permette à l'opérateur d'immeuble de raccorder tous les logements et locaux à usage professionnel de la zone arrière du point de mutualisation et que cet opérateur vise, sous réserve du refus des copropriétés et propriétaires concernés, en raccorder effectivement la quasi-totalité ».*

Mme Stéfany Douillet

Si nous envisageons de créer 36 000 prises en 2019, 68 000 en 2020 et 68 000 en 2021, un échéancier sera présenté à notre régulateur (ARCEP) précisant les délais de complétude pour les communes pour lesquelles le délai est dépassé. Cet engagement évitera d'avoir une amende.

#### Élaborer un programme industriel

Le calendrier est fixé (la fibre pour tous d'ici fin 2021) et les coûts de déploiement seront contrôlés grâce au marché de conception réalisation. Ceci ne peut être tenu que par un déploiement massif de plaques géographiques. La solution la plus rapide et la moins onéreuse est le déploiement en taches d'huile comparé à un déploiement morcelé et diffus en taches de léopard (fait dans le passé) qui nécessite des transports d'équipements, des déplacements de techniciens et engendre des coûts et délais supplémentaires. Pour 2019, la disponibilité des artères a été prise en compte.

Ne délaisser ni les centres bourgs ou communes de taille importante (comme cela fut le cas pour des raisons techniques), ni les communes de plus petite taille ou les zones rurales. Le déploiement d'un PM entraînera le déploiement maximum de sa zone arrière afin de le réaliser le plus complètement possible, dans le respect d'autres contraintes, par exemple celle de conventions non signées.

Intégrer les Zones d'activités.

Tenir compte du débit ADSL des communes.

Être réparti équitablement sur les 2 secteurs géographiques (est/ouest) conformément au marché qui nous lie aux titulaires. En 2019, il s'agit de 18 000 prises pour chacun des secteurs. Dans un déploiement rapide, la moindre anicroche créera des retards conséquents et ne permettra pas des déploiements à 100 % en permanence et en tout lieu.

Mme Stéfany Douillet

Si nous respectons l'ensemble de ces critères, la totalité du département devrait être ouverte en 2019. Nous avons priorisé la complétude réglementaire et le programme industriel en maîtrisant les coûts. Faire des plaques géographiques cohérentes est l'un des points très importants pour le déploiement. Cela signifie que certaines zones seront déployées en fin de programme, puisque les plaques sont amenées à s'étendre.

## **Annexe 2** – Carte de déploiement du réseau fibre optique des communes de l'Ain

La carte générale indique en trait plein les grandes artères construites, en pointillé les artères à construire.

Les lignes roses sont les liaisons avec LYONIX 1 et LYONIX 2. Le trait rouge vers le CERN fait quelques kilomètres : il y a environ 500 m d'écart entre notre POP et le CERN, mais « il faut faire le tour du canton », comme cela est dit en Suisse.

Mme Stéfany Douillet

Cette carte est importante. Il est souvent dit « L'Ain, terre de liens », cette carte montre qu'entre la Suisse, Lyon, nous louons des réseaux à des acteurs internationaux sur l'ensemble du département. Ils sont obligés de passer par l'Ain en sortant de Suisse. Ces revenus supplémentaires sont rarement mis en évidence.

Très souvent, le déploiement d'un point de mutualisation est fait pour une commune. À l'heure actuelle, le développement prévoit de faire un point de mutualisation qui est sur une plaque. Cette plaque peut concerner une commune ou une commune et les communes avoisinantes. Dans les présentations, il nous est difficile de spécifier : « cette commune sera la commune A, où il y aura le point de mutualisation et qui sera couverte à 100 %. Pour 1 ou 2 hameaux de la commune B, la couverture sera de moins de 50 % ». Nous avons choisi de noter uniquement les communes sur lesquelles le développement était à plus de 50 % pour 2019 et pour 2020. Parfois, un hameau de communes voisines sera fibré en même temps, la plaque d'une zone arrière de point de mutualisation pouvant être plus grande qu'une commune. Inversement, des hameaux d'une commune où se trouve le point de mutualisation pourront ne pas être fibrés immédiatement, car ils dépendront de la commune voisine. Ce n'est pas fréquent, tout sera précisé lors de discussions précédant le déploiement.

## **Idem Annexe 1** – Carte de déploiement du réseau fibre optique des communes de l'Ain

Cette carte de l'existant a été présentée précédemment par le président.

## **Annexe 3** – Carte de déploiement du réseau fibre optique des communes de l'Ain

Cette carte présente le programme triennal.

Le programme 2019 est indiqué en bleu foncé. Dans le Pays de Gex et le bassin bellegardien, il s'agit de zones arrière de points de mutualisation. Cela explique que, pour respecter la réglementation, peu de communes sont nouvelles à l'est. Le contraire se passe dans la partie ouest où de nouvelles communes seront construites, en particulier de grandes communes. Vous remarquez que les communes nouvelles sont construites à partir d'un centre, le déploiement se fera en tache d'huile.

M. Walter Martin

Ces cartes seront annexées au compte rendu et disponibles sur le site du SIEA.  
Les zones en bleu clair concernent le programme 2020. Principalement du côté ouest, d'assez nombreuses zones arrière de points de mutualisation seront complétées.  
Le programme 2021 concerne les communes en jaune.  
Je répète que les communes concernées pour une petite partie de leur territoire ne sont pas affichées comme peuvent l'être leurs voisines.  
Les Zones artisanales de Bachat (Lagnieu) et Chazey-Bons, l'hôpital de Belley et l'EHPAD de Villereversure seront prioritaires.

#### Mme Stéfany Douillet – Carte des objectifs 2019 – **Annexe 4**

Un déséquilibre apparaît très clairement entre les lots.  
Sur le lot Ouest, 18 000 lignes seront déployées principalement sur des communes à forte densité, des zones d'activités prioritaires.  
Sur le lot Est, les 18 000 lignes seront déployées essentiellement selon des critères de complétude et de cohérence des déploiements.  
Il semble qu'il y ait beaucoup plus de déploiements à l'est qu'à l'ouest : le nombre de lignes est le même, mais en 2019, la densité est plus faible sur les zones à l'est.  
Je répète que certaines zones déployées dès 2019 n'apparaissent pas. Il s'agit d'un parti pris : les communes où quelques lignes ou 1 hameau seront déployés ne sont pas affichées. Comme l'un des critères retenus concerne vos sollicitations, l'EHPAD de Villereversure est dans le programme de 2019, alors que la commune n'apparaît pas sur la carte. Les Zones d'activités de Bachat et Chazey-Bons, l'hôpital de Belley ne figurent pas, mais seront concernés, c'est le cas d'autres communes. Le SIEA vous adressera un courrier pour vous faire part du programme, ensuite des réunions auront lieu dans chaque commune pour déterminer les contours du déploiement 2019. L'objectif est de commencer sur un point de mutualisation et de déployer tout autour.

#### **Annexe 5** – Carte des objectifs 2020

La répartition est plus équilibrée avec toujours la complétude réglementaire dans le nord-est, mais un début des déploiements, notamment sur la partie sud-est très rurale et où il n'y a pas d'artères. Les programmes 2019 et 2020 comprennent des constructions d'artères afin de pouvoir desservir les habitations.  
34 000 prises sont prévues pour chacun des lots. Le critère de faible densité de déploiement est retenu à l'ouest, il en est de même pour l'est, mais la complétude s'y ajoute, notamment sur le Pays de Gex.

#### **Annexe 6** – Carte des objectifs 2021

Il y a 34 000 lignes prévues par moitié du département, la complétude sera atteinte.  
Les parties signalées en jaune seront concernées. La zone tout en haut non hachurée et la zone au milieu qui fait une sorte de diagonale jusqu'à la zone sud-est correspondent à 3 plaques de déploiement où il n'y a pas de complétude. Des artères manquaient, elles seront construites en 2019/2020. Sur ces zones, soit les plaques se rejoignent (elles sont en fin de programme), soit elles s'étendent, ce qui est le cas du sud-est.

Sur le programme triennal, nous vous proposons d'avoir 36 000 lignes en 2019, 68 000 en 2020, 68 000 en 2021, toujours selon les mêmes critères, avec en plus l'obligation de complétude qui grignote un peu le lot Est.

M. Philippe Ravassard – Maire de Vernoux

Je renouvelle la remarque faite au président du SIEA : sur ma commune, vous avez installé une armoire destinée à la commune voisine. Le déploiement sera effectif uniquement pour cette commune au cours du deuxième semestre 2019 (j'en suis ravi pour eux). J'aimerais avoir des explications sur vos critères de choix de l'emplacement des plaques, du débit ADSL, nous n'avons que très peu de débit, et en plus nous n'avons pas la 4G.

Mme Stéfany Douillet

En novembre 2018, dans l'Ain, 100 sites étaient plus proches de 1 000 lignes/site, donc d'armoires que des 300 ou 400 habituellement réalisés sur le territoire. Ceci a nécessité un redécoupage qui a déterminé le programme. Les zones réalisées dans les précédents marchés ont été redessinées, ce redécoupage a guidé le calendrier.

Courtes, Mantenay-Montlin sont des zones sur lesquelles le déploiement en tache d'huile va débiter et s'étendre. En fonction des infrastructures disponibles, il s'étend plutôt à l'est et à l'ouest qu'au nord et au sud (pour Lescheroux cela ne change rien).

M. Philippe Ravassard – Maire de Vernoux

Je répète que la plaque qui va desservir la commune voisine se trouve sur Vernoux.

Mme Stéfany Douillet

Oui, car l'armoire a été posée lors de marchés antérieurs, avant le redécoupage. Ces zones ont été redélimitées par les 2 titulaires du marché.

M. Thierry Faussurier – Lescheroux

Je voudrais comprendre le critère « tache d'huile », car notre commune est indiquée avec un déploiement pour 2021, et il semble que le « réservoir » soit juste à gauche. Je voudrais une explication sur le critère "tache d'huile" et il me faudra l'expliquer en conseil municipal la semaine prochaine.

Mme Stéfany Douillet

Je confirme. En regardant la plaque, vous avez Courtes et Mantenay-Montlin. Le déploiement en tache d'huile se fait en fonction des infrastructures immédiatement disponibles, donc vers Curciat-Dongalon, Saint-Nizier-le-Bouchoux, Saint-Trivier-de-Courtes et Servignat. Il descend aussi au sud vers Saint-Julien-sur-Reyssouze. Sur ces communes, une seule est partiellement couverte, elle est en complétude, toutes les autres sont en communes nouvelles. Autour de cette plaque, Vernoux et Lescheroux ont été sélectionnées en fonction des découpages du département par lot et en fonction des infrastructures disponibles.

M. Thierry Faussurier

Nous avons beaucoup de discussions à propos de la communication, un courrier a été adressé par Monsieur le Maire au directeur régional d'ORANGE, puisque nous avons énormément de problèmes que ce soit sur le filaire ou le 4 G. Notre premier critère est la communication au sein de la commune, constater que le déploiement se fera en 2021 va susciter des réactions et des demandes du conseil municipal.

Mme Stéfany Douillet

Pour les communes qui ont des difficultés avec la téléphonie fixe, nous avons la possibilité de procéder à des ajustements du programme. Chaque année, nous avons une marge avec les titulaires des marchés, ceci est prévu par le marché de conception réalisation. Les cartes présentent un découpage par commune ; or, le déploiement en fibre se fait par zones n'ayant rien à voir avec le découpage communal. Dans certains cas, nous pouvons rattacher des secteurs communaux à des déploiements précédents. Nous avons déjà inclus des zones ayant des problèmes avec la téléphonie fixe dans le programme 2019/2020. Une commune avait de gros problèmes de saturation du réseau cuivre, elle a été intégrée au programme 2020, cela a été demandé par ORANGE. Nous

avons possibilité de faire des ajustements pour des sites prioritaires, je m'adresse aux EPCI, à la Région, et au Département, mais je le répète pour le réseau fixe cuivre.

M. Joël Brunet – Château-Gaillard

2 hameaux sont raccordés sur la fibre depuis 4 ans et le village de 1 500 personnes ne l'est pas. Aujourd'hui, ORANGE a une ligne qui traverse notre commune, le déploiement se fait sur les hameaux. Même si le SIEA fait le déploiement demain, ORANGE aura pris tous les clients. Vous allez faire des prises sans faire rentrer d'argent dans la caisse.

Mme Stéfany Douillet

ORANGE ne déploie la fibre que jusqu'aux centraux téléphoniques cuivre, jusqu'au NRA d'ORANGE. Pour Château-Gaillard, il s'agit bien d'une distribution ; il en est de même pour d'autres communes. Il y a quelques années ORANGE a lancé un programme d'opticalisation des nœuds de raccordement abonnés. Ce programme se poursuit, mais cela reste du débit ADSL ou VDSL, toujours inférieur aux capacités offertes par la fibre.

Il y a une différence entre la fibre qui arrive au central téléphonique cuivre, qui est distribuée par le réseau cuivre et la fibre qui arrive jusqu'au domicile. Aujourd'hui, le premier est déployé par ORANGE à Château-Gaillard d'après Monsieur le Maire, et le second est déployé par le SIEA ou par les autres opérateurs sur Ambérieu, Oyonnax, Bourg-en-Bresse, une partie de l'Agglo. Les deux technologies sont différentes. Le réseau cuivre a été posé il y a très longtemps, il occasionne des débats actuellement. Il a vocation à être remplacé par le réseau fibre optique jusqu'à l'abonné, parce qu'en décembre 2018, l'ARCEP et le gouvernement ont validé le décret « zones fibrées » qui traînait dans les cartons depuis plusieurs années. Les opérateurs et l'État indiquent que sur les zones où il y aura 100 % ou presque 100 % de couverture fibre optique à l'échelle d'une commune, le réseau cuivre aura vocation à s'éteindre. L'opérateur historique n'aura plus la possibilité de commercialiser son réseau. Nous vous proposerons vraisemblablement à la prochaine assemblée générale de soumettre à l'ARCEP des communes déjà couvertes à 100 % ou qui vont l'être prochainement pour qu'elles soient déclarées « zones fibrées ». Sur ces communes, il n'y aura plus de cuivre déployé, seule la fibre le sera et la totalité des opérateurs devra passer par notre réseau, le louer. Cela augmentera nos recettes sur ces communes.

M. Michel Chanel

Il faut revenir à la réglementation. Les zones appelées auparavant AMII et maintenant zones conventionnées sont fibrées dans l'Ain par ORANGE ou par SFR, le SIEA ne peut pas le faire. Inversement, dans les zones fibrées par le réseau d'initiative publique, c'est-à-dire par le SIEA, ORANGE pas plus que SFR ou d'autres opérateurs ne peuvent pas amener la fibre aux clients. Dans le cas de Château-Gaillard, ORANGE n'amènera pas la fibre chez les clients, mais seulement dans son nœud de raccordement des abonnés pour augmenter ses capacités.

M. Walter Martin

Nous vous avons présenté le programme comme nous nous y étions engagés. Je m'attendais à ce qu'il y ait des réactions tout à fait compréhensibles à propos du calendrier.

M. René Desserrières - Saint-Sorlin-en-Bugey

Quand et comment les communes seront informées avec plus de précision de ces cartes, afin que nous soyons en mesure d'annoncer les années exactes de connexion pour chaque hameau ?

M. Walter Martin

Avant de vous répondre précisément, je vous informe que nous allons vous proposer d'adopter un volume de prises/an de façon à avoir un peu de souplesse d'une année à l'autre, qu'il s'agisse d'anticipation ou d'éventuel report. Nous ne devons pas être bloqués s'il est possible en 2020 de démarrer les travaux dans une commune affichée actuellement en 2021.

#### Concertation sur les déploiements

M. Michel Chanel

Nous avons prévu un plan de communication, d'information, d'échanges afin d'accroître la concertation et la transparence des déploiements pour l'ensemble des financeurs et des parties prenantes. Ce plan est le suivant.

Annonce du programme par courrier à l'ensemble des communes et des EPCI.

À cette occasion, il sera demandé la nomination d'un référent technique dans chaque commune. Le référent sera convié à chaque étape importante du déploiement et pourra le suivre dans son intégralité.

Les EPCI seront impliqués aussi pour les zones d'activités ou les déploiements en lien avec leurs compétences. Elles recevront les cartes du programme sur leur territoire.

M. Dominique Colin - Jassans Riottier

Notre commune ne sera fibrée qu'en 2021, mais j'ai anticipé en achetant un modem routeur 4G, ce qui permet d'avoir du 200 megas, ce qui intéresse tout le monde. Avec la 5G cela devrait passer à 1Gb, pratiquement symétrique. Pourquoi attendre de fibrer les zones où il est possible d'utiliser cette technique ?

Je suis très sérieux en le disant. Il faut faire attention, un modem routeur coûte une centaine d'euros, un abonnement mobile coûte 20 €. Avec cela, nous avons l'équivalent de la fibre.

M. Walter Martin

Avec un routeur 4G, je ne pense pas qu'il soit possible d'avoir l'équivalent de la fibre.

M. Michel Chanel

Cela n'est possible que si vous êtes seul.

M. Dominique Colin - Jassans Riottier

Je travaille avec des opérateurs mobiles qui augmentent les débits, si les fibres existantes ne suffisent pas, ils mettent leurs fibres pour être prêts pour la 5G.

M. Walter Martin

Il est vrai que le calendrier 2021 n'est pas facile à assumer aujourd'hui. Lorsque je rencontrerai des maires dont la commune sera fibrée en 2021, ils ne me feront pas de compliments, au moins pas tout de suite. Mais, pour ce qui concerne la fibre, il faut d'abord relativiser. En finissant de fibrer le département de l'Ain en 30 mois, nous ne sommes pas en position d'attente. De très nombreux départements seront fibrés dans 5 ou 10 ans et cette technologie sera toujours la plus pérenne. Je ne veux pas entrer dans des débats trop techniques. La 4G et demain la 5G ont besoin de la fibre : ce ne sont pas des technologies concurrentes, elles sont complémentaires. Nous aurons des millions voire des centaines de millions d'objets connectés sur le territoire français et européen. Ces objets connectés auront besoin de la 5G, mais la 5G aura besoin de débits très importants que seule la fibre pourra fournir.

J'ai pensé aux réactions que chacun d'entre nous pourrait avoir en prenant connaissance de ce calendrier. Nous avons été élus il y a 5 ans, et c'est comme si c'était hier ; or, la fin du fibrage du département est prévue dans 2 ½ ans. Cela devrait passer relativement vite. Ce gros défi est à relever par le SIEA, je répète qu'il s'agit d'un défi financier et industriel. Je comprends que les « communes 2021 » regrettent de ne pas être affichées « communes 2019 ».



M. Louis Massonnet – St Genis Pouilly

Pour le Bassin bellegardien, vous nous proposez une présentation du délai de raccordement. Je voudrais savoir dans quel délai nous aurons cette présentation. Vous nous parlez de lettre adressée à chaque commune, dans quel délai les recevrons-nous ?

Mme Stéfany Douillet

Les courriers partent très prochainement. Ils vous demanderont de désigner un référent technique, nous préciserons que le SIEA aura un responsable de zone qui sera votre contact tout au long du déploiement et après. Nous proposerons aux « communes 2019 » de fixer une ou plusieurs dates de réunion entre votre référent technique et nos entreprises. Sur quelques communes, dont Brénod, les relevés de terrain ont débuté. Le déploiement commence toujours par des relevés de terrain, le relevé des boîtes aux lettres. Après cet état des lieux, une étude sera menée. À partir de ce moment, les échanges avec la mairie débiteront par la présentation de l'étude.

Il sera alors possible de faire des ajustements avant de lancer les travaux. Toutes les phases seront définies, commune par commune, dans un premier temps par les courriers, ensuite au cours des réunions.

M. Denis Jacquemin – Oncieu

L'an dernier, je vous ai interpellé spécifiquement sur notre cas. Des boîtes ont été posées alors que nous sommes en discussion avec les Bâtiments de France et la Protection des sites. Nous avons proposé de venir en aérien et d'enterrer le tour du village. Nous avons eu l'accès enterré et le village devrait passer en aérien, ce qui est impossible. Nous n'étions pas éligibles en 2018, nous ne le serons pas en 2019 ni en 2020 et je crains qu'il en soit de même en 2021.

Mme Stéfany Douillet

Nous pourrions aborder les cas particuliers après l'assemblée. De façon générale, les précédents marchés ont fait des études aérien/souterrain, nous savons qu'il y a une forte pression démographique dans l'Ain et que les infrastructures évoluent avec le temps. Systématiquement, les études seront refaites. Nous avons retenu 2 groupements, l'un en charge de l'est du département, l'autre de l'ouest. Ils prendront contact avec les municipalités en temps voulu. Il n'y a pas de lien avec les anciens marchés.

M. Walter Martin

Nous allons passer au vote de ce programme qui concerne 36 000 prises en 2019, 68 000 en 2020, puis 68 000 en 2021.

Vote :

- 3 oppositions,
- 3 abstentions (+1 sans carton),
- adoption à la majorité.

Suite et fin de la concertation sur les déploiements

M. Michel Chanel

Lors de la dernière assemblée générale, il nous a été demandé de définir précisément les fonctions du référent technique. Ces missions sont :

- de faciliter l'obtention des droits de passage auprès des particuliers concernés ;
- de transmettre le PLU de la commune et prévenir d'éventuelles futures constructions et surtout des divisions de parcelles ;
- d'être le garant de la bonne prise en compte des attentes de la commune lors du déploiement et de représenter la mairie en cas d'évolution du programme sur un ou plusieurs secteurs communaux.

La concertation commencera par une demi-journée d'information sur les caractéristiques d'un déploiement fibre afin de mieux appréhender les étapes de ce déploiement.

Ensuite, le référent participera aux réunions clés tout au long du déploiement : lancement, présentation et réception des études, lancement et réception des travaux, potentiels blocages. Je suis persuadé qu'un référent communal connaît aussi bien que nous sinon mieux certaines particularités des réseaux souterrains.

Il y aura gestion de la communication sur le déploiement auprès des administrés.

Enfin, il y aura organisation des inaugurations potentielles d'armoires de rue, des communications sur l'arrivée de la fibre, la réunion publique pour la commercialisation du réseau et pour les EPCI sur la réunion dédiée à la formation des Zones d'activités.

Le référent est extrêmement important pour tous. Le SIEA participera aux réunions clés et ce référent sera en communication directe avec une personne du SIEA.

Le comité de pilotage devrait être réuni à dates fixes et régulières.

Des responsables de zones seront nommés au SIEA et l'ensemble des financeurs sera tenu informé à dates fixes et régulières, par courriel, de l'avancée du déploiement. Les cartes et indicateurs types seront proposés au prochain comité de pilotage. Nous devons fournir les informations à la Région, à l'ARCEP, à la MTHD, elles seront adressées à tous les financeurs.

## **Ressources - Personnel**

*Mme Annie Carrier, déléguée aux affaires générales, aux projets transversaux et patrimoniaux et à la communication institutionnelle*

### Action sociale – Participation à la protection sociale complémentaire des agents de droit public du SIEA

Il vous est proposé d'adhérer au principe d'une participation financière à la protection complémentaire pour tous les agents du SIEA.

Les agents de la Régie RESO-LIAin sous contrat de droit privé bénéficient d'une protection sociale complémentaire. Pour conserver une équité entre agents de droit public et agents de droit privé, il est proposé :

- une participation à la complémentaire santé des agents de droit public, comme pour les agents de droit privé avec un maximum de 35,66 €/mois pour 2019 ;
- l'indexation sur le plafond mensuel de la Sécurité sociale ;
- les agents concernés sont les fonctionnaires et agents contractuels de droit public sur des postes permanents ;
- le coût de la mesure est évalué à environ 28 k€/an.

Aucune observation.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

### Emplois pour accroissement saisonnier et pour accroissement temporaire d'activité

La création de postes saisonniers et occasionnels est proposée chaque année pour remplacer des agents en congés d'été et effectuer des permanences, pour assurer le suivi des dossiers et pour effectuer des renforts ponctuels.

Il est nécessaire de créer 3 postes saisonniers d'adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe pour une durée maximum de 2 mois pour le remplacement d'été.

Il faudrait créer 5 postes pour des remplacements occasionnels : ingénieur, technicien, attaché, rédacteur et adjoint administratif.

Aucune observation.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

#### Tableau des emplois – Création et suppression de postes

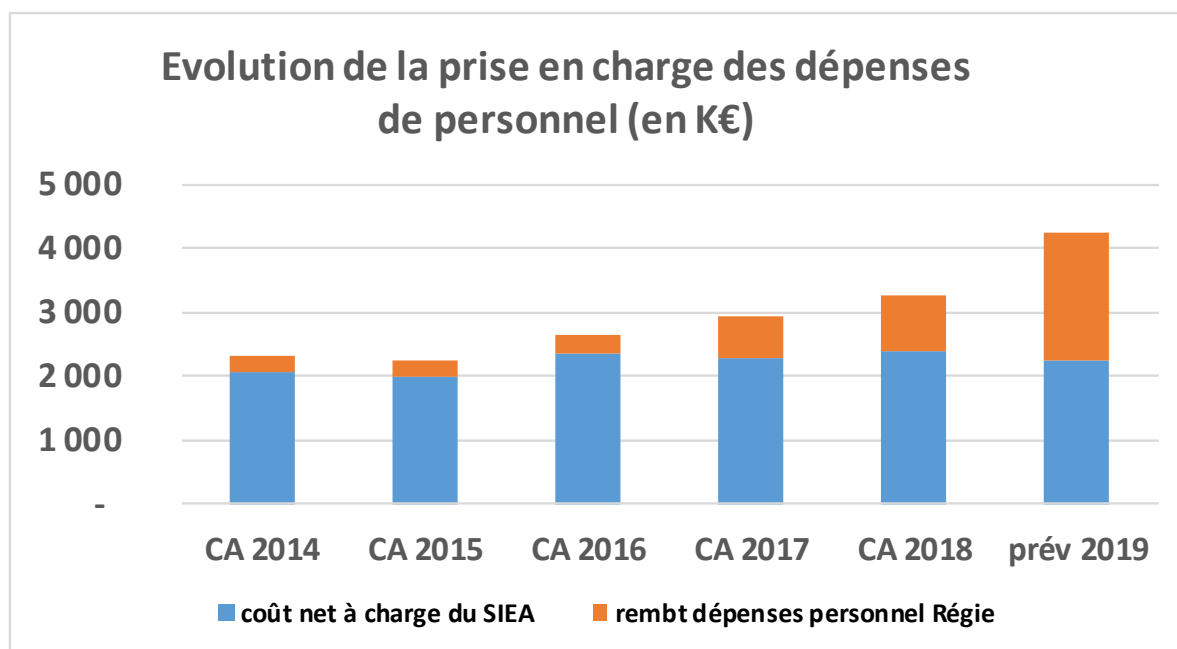
72 postes sont inscrits au tableau des emplois depuis le 13/04/2018 dont 57 sont pourvus à ce jour.

Lors du débat d'orientation budgétaire du 15/02/2019, il a été proposé de mettre en œuvre le déploiement industriel d'exploitation du Réseau Li@in. L'atteinte des objectifs, la qualité de service du réseau d'éclairage public et l'évolution des marchés créent la nécessité d'une organisation plus efficiente. Pour cela, il est nécessaire de créer : 3 postes d'ingénieurs, 5 postes de techniciens, 1 poste d'adjoint administratif. Il y aura suppression d'un poste d'adjoint technique.

La masse salariale est de 4,2 M€, soit 730 k€ de plus par rapport au BP 2018.

Le remboursement des frais de personnel par la Régie est de 2 M€, soit 1,1 M€ de plus par rapport à 2018 et le remboursement de l'ADEME est de 36 k€.

La charge nette est en baisse de 6 %.



Le graphique montre l'évolution depuis 2014 du coût net à charge du SIEA (en bleu) et du remboursement des dépenses du personnel par la Régie (en orange).

En 2019, l'évolution du projet de déploiement de la fibre optique dans un cadre industriel est nécessaire.

Postes à pourvoir :

- Régie, 1 ingénieur et 2 techniciens pour l'exploitation, plus 2 adjoints.
- SIG, 1 technicien.
- Énergie, 1 ingénieur et 2 techniciens.
- Travaux, 1 ingénieur et 1 technicien.
- Sur des postes vacants, 1 attaché et 1 rédacteur.

CADRE d'EMPLOIS	Nombre de Postes		
	autorisés par l'assemblée	pourvus	vacants
INGENIEURS EN CHEF	2	2	0
INGENIEURS	11 + 3	9	2+3
TECHNICIENS	25 + 5	21	4 + 5
ADJOINT TECHNIQUE	1- 1	1	-1
ATTACHES	7	6	1
REDACTEURS	6	4	2
ADJOINTS ADMINISTRATIFS	20 + 1	19	1 + 1
<b>Nombre total de Postes</b>	<b>72 + 8</b>	<b>62</b>	<b>10 + 8</b>

Le tableau des emplois évolue de 72 à 80 postes, actuellement 62 sont pourvus et 18 sont vacants.

Il vous est proposé d'accepter la création et la suppression des emplois et d'accepter la modification du tableau des emplois, sachant que le projet de budget prend en compte ces éléments et modifications.

Aucune observation.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

### Ressources - finances

*Mme Brigitte Coulon, déléguée aux finances 2*

#### Compte administratif

Avant de démarrer mon propos sur le budget et pendant qu'il reste quelques personnes dans la salle, derrière le discours des élus au cours desquels nous nous congratulons beaucoup, je souhaite remercier les personnels du syndicat d'énergie. Ces personnels de l'ombre effectuent beaucoup de travail, je voudrais en particulier remercier les équipes de la comptabilité. Des milliers de titres de mandat sont traités tout au long de l'année, c'est un apport considérable pour élaborer ces budgets et suivre les investissements de l'ensemble du syndicat. Je tiens à remercier très sincèrement Sophie, Jacques, Stéphanie et tous ceux qui travaillent à nos côtés et à mes côtés.

L'objectif principal de cette assemblée générale est de voter le compte administratif et les budgets (bien que ces points soient mis en fin de séance). Sauf opposition, pour ces comptes administratifs, je vous propose de les exposer les uns après les autres et de voter à la fin de l'exposé les 4 comptes. Personne ne s'oppose à ce principe.

## **Annexe 7 – relatif aux documents budgétaires – CA et Budgets**

### ***Budget principal***

Parmi les points essentiels, en recettes, nous notons une baisse de la consommation finale d'électricité de 5 % et une hausse de la cotisation des communes de 7 %. Je vous en ai donné les motifs lors de la présentation du rapport d'orientations budgétaires : des travaux réalisés par les communes sont réglés au budget de fonctionnement, ce qui le fait varier d'une manière importante.

Au chapitre 77, des remboursements exceptionnels de sinistres apparaissent pour 55 %. Le total des dépenses de fonctionnement s'établit à 23 168 755 €.

Il n'y a pas de remarques à faire sur les recettes de fonctionnement, elles correspondent à ce que nous avions prévu.

Pour les dépenses d'investissement, nous noterons que les subventions versées aux communes urbaines pour les travaux d'éclairage public et d'électrification réalisés en 2017 n'ont pas pu être versées en 2018, elles le seront en 2019.

Les travaux d'investissement, donc réalisées au profit des communes ont augmenté de 2,4 % et s'établissent 17 693 298 €.

Le résultat de clôture de l'exercice est 968 247,41 € pour le budget d'investissement. Il est de 9 759 523 € au budget de fonctionnement. Ces valeurs sont retrouvées dans le budget primitif.

Le résultat de la situation de clôture s'établit à 8 403 908,62 €.

### ***Budget annexe Com'Élec***

Ce budget Communication électronique porte la dette de la Communication électronique et le budget de travaux.

Au budget de fonctionnement, vous retrouvez à la fois les charges financières de 5 921 705 €, cette part croît au fur et à mesure de l'endettement. Dans les recettes, nous trouvons la redevance perçue au titre de la Régie RESO LIAin et la participation du budget principal. Pourquoi 11 M€ de participations du budget principal en lieu et place des 416 124 € du budget précédent ? C'est justement parce qu'il y a eu 416 124 € aux comptes administratifs 2017 qu'il y a 11 M€ cette année, puisque nous cumulons les versements de 2 exercices sur le budget Communication électronique.

La situation de clôture s'établit avec un résultat d'ensemble à 13 M€, le résultat de clôture pour l'exercice 2018 est de 1, 977 M€ en investissement et 11 794 M€ en fonctionnement.

### ***Budget Régie RESO LIAin***

Ce budget porte le fonctionnement de la Communication électronique. Les charges à caractère général sont de l'ordre de 10 M€. En recettes de fonctionnement, nous trouvons les redevances des clients pour près de 10 M€. Nous nous inscrivons dans la progression qui vous a été précisée par Mme Stéfany Douillet, puisque nous atteignons les 40 000 abonnés.

Le résultat de clôture est beaucoup plus petit que les précédents, puisqu'il est de 1 080 € en négatif, avec un résultat de fonctionnement à 44 989 € pour les investissements et 81 383 € pour le fonctionnement.

## **Budget annexe Photovoltaïque**

M. Christophe Greffet vous a donné tous les éléments de ce budget dans sa composition et son fonctionnement. Le résultat de 2018 est négatif pour 22 284 €, mais compte tenu de ce qui a été voté précédemment, le budget s'équilibrera naturellement avec la sollicitation d'un emprunt.

M. Jean-Marc Thévenet - Péronnas

Habituellement, nous avons plus de détails sur les comptes administratifs, merci d'avoir signalé les plus grosses augmentations et diminutions, mais j'aimerais une présentation plus précise.

Sur les sections de fonctionnement du RESO LIAin, la courbe est exponentielle jusqu'en 2017, puis l'augmentation des redevances est plus faible. Est-il normal que cette courbe n'évolue pas parallèlement à l'augmentation du nombre de clients ?

Une grosse baisse des charges financières apparaît, tant mieux, nous passons de 12 M€ à 5,5 M€, ceci est surprenant en prenant en compte les dettes en cours, etc.

Mme Brigitte Coulon

Vos questions concernent à la fois le compte administratif Communication électronique et le compte administratif RESO LIAin.

Pour le compte administratif RESO LIAin, il y a une augmentation des charges liées à 2 points :

- En 2018, il y a eu prise en charge d'une masse salariale plus importante que les années précédentes, cela vous a été expliqué lors des assemblées générales antérieures. Dans le passé, nous avons démarré avec une prise en charge de 250 000 €, ce qui ne reflétait pas la masse salariale dédiée à la fibre optique. Progressivement, nous avons fait porter cette masse salariale au budget RESO LIAin. En 2017, seul le personnel technique avait été comptabilisé, en 2018, l'ensemble de la masse salariale apparaît, y compris ce qui relève du personnel administratif qui gère en transversal (communication au sens marketing, ressources humaines...). Cette montée en charge correspond à une plus grande transparence et une affectation réelle des dépenses de fonctionnement au budget RESO LIAin, c'était une préconisation forte de la Chambre régionale des comptes. Au fur et à mesure du déploiement, il y aura progression des charges de maintenance. C'est une progression naturelle des charges de fonctionnement.
- Pour le budget investissements Communication électronique, la charge financière augmente, mais cela ne vous a jamais été caché. La dette est importante, aujourd'hui, nous avons à peu près 380 M€ engagés pour des travaux. La dette n'a pas encore été contractualisée sur la totalité.

M. Jean-Marc Thévenet - Péronnas

J'ai dû mal formuler mes questions. D'une manière générale, j'aimerais avoir plus de détails sur les comptes administratifs. J'ai conscience que vous faites une présentation générale, je ne remettais pas en question les charges, les dépenses, etc.

Ma première question portait sur les dépenses d'exploitation du RESO LIAin qui baissent : nous passons de 12 M€ à 5,5 M€. C'est un peu surprenant compte tenu de l'endettement.

La seconde question portait sur les recettes d'exploitation qui n'évoluent pas de la même manière que le nombre de clients.

Mme Brigitte Coulon

Lorsque vous avez voté le budget primitif 2018, un coût d'investissement ORANGE était prévu. Or, ce coût n'a pas eu lieu en 2018. Dans les redevances, certaines sont liées aux abonnements, d'autres sont intitulées «co-investissements d'ORANGE». Cette seconde partie n'existe que si ORANGE fait des travaux. Si une année ORANGE n'en fait pas, il ne participe pas au cofinancement. Dans le dogme comptable, nous devrions affecter ce montant au budget Communication électronique, mais la comptabilité telle qu'il nous est demandé de l'enregistrer se fait au budget fonctionnement du RESO LIAin. Cette baisse des recettes correspond à l'absence de co-investissement d'ORANGE.

M. Walter Martin

Quand ORANGE ne vient pas en co-investissement, il vient en location, nous avons donc les recettes correspondant à cette location, mais elles n'apparaissent pas sur la même ligne budgétaire.

M. Michel Chanel

Il s'agit de recettes différées, nous pouvons avoir une recette de 20 ans de location au départ, soit des recettes échelonnées au long des 20 années. Dans le second cas, les recettes sont peu élevées chaque année, mais au total elles sont supérieures.

Mme Brigitte Coulon

Monsieur, avez-vous lu attentivement la note de synthèse et le détail des comptes ?

M. Jean-Marc Thévenet - Péronnas

Je demandais ce détail. Dans les documents en ma possession, en charge financière, je lis que 12 720 M€ passent à 5 567 M€, soit – 56 %.

M. Michel Chanel

Je pense que les 12 M€ correspondent aux intérêts plus le capital.

Mme Brigitte Coulon

Êtes-vous sur le compte administratif ou sur le budget primitif ? Vous n'êtes peut-être en possession que de la note de synthèse, Mme Sophie Lasausse va venir vers vous.

Mme Brigitte Coulon

Liens entre Budgets

Vous connaissez le diagramme illustrant les liens entre les budgets. Nous avons 4 budgets dont 3 sont vraiment interdépendants : le budget principal, le budget Communication électronique qui porte les investissements et le budget RESO LIAin.

La participation du budget principal 2017 au budget Communication électronique qui est habituellement de l'ordre de 5 M€ a été de 11 M€, puisqu'il n'y a pas eu réalisation en 2017. La totalité a été actée aux comptes administratifs 2018.

La part du budget RESO LIAin correspond à la quote-part des recettes perçues sur le budget RESO LIAin versée au compte Communication électronique. La totalité de ces montants représente 17,7 M€.

Au titre du compte administratif 2018, le budget RESO LIAin reverse 880 000 € au budget principal 2018 pour le personnel. Je rappelle qu'il ne s'agissait que du personnel technique. Vous verrez qu'entre les embauches plus le transfert de personnel lié aux services administratifs, le montant sera beaucoup plus important en 2019.

Le budget Photovoltaïque bénéficie d'une subvention exceptionnelle de 11 000 €, mais à l'avenir il sera autonome. Il n'y aura plus de participation du budget principal.

### Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement est la somme « budget principal + budget Communication électronique ». Pour 2018, cette capacité d'autofinancement est positive. La capacité d'autofinancement nette correspond aux recettes de fonctionnement moins les dépenses de fonctionnement (hors opérations d'ordres) moins la part d'annuités liées aux emprunts. Elle s'élève à 8 M€.

*Pour le vote, le Président se retire, Mme Brigitte Coulon le supplée.*

Aucune observation sur ces 4 comptes administratifs.

Vote pour chacun des quatre comptes administratifs :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Les comptes de gestion sont conformes aux comptes administratifs.

Vote pour chacun des quatre comptes de gestion :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

### *Autorisations de programme et de crédits de paiement (AP/CP)*

Pour le budget principal, les montants sont les suivants :

- Autorisations de programme : 126 591 000 €
- Crédits de paiement 2019 : 21 886 000 €

Ces valeurs seront retrouvées dans les comptes présentés ultérieurement. Il y aura quelques variations sur les crédits de paiement du budget principal. Pour les crédits de paiement, il sera indiqué 22 358 200 € de travaux. À ces 21 886 000 € s'ajoutent divers travaux 400 000 €, 10 000 €, et 62 000 €, liés à des travaux internes au syndicat et pas aux travaux de programmation sur les communes.

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.

Pour le budget annexe Communication électrique, les montants sont :

- Autorisation de programmes : 600 M€, dont 312 404 155 € mandatés au 31/12/2018 et depuis le début de l'opération.
- Crédits de paiement 2019 : 110 716 814 €, dont 60 M€ au titre des restes à réaliser.

-

Vote :

- 0 opposition,
- 0 abstention,
- adoption à l'unanimité.



### Budget principal 2019

Personne ne s'oppose à ce que tous les budgets soient exposés avant la mise au vote

#### *Structure du budget principal : budget primitif 2019*

Le résultat 2018 est de + 9 759 524 € et - 968 247 €.

La part d'autofinancement est de 10 759 347 €, ce sont les virements de section.

Les travaux représentent 22 358 200 €, la TVA se monte à 15 650 000 €.

Les charges générales du budget principal sont de 9 067 156 €.

Les frais de personnel s'élèvent à 4 226 010 €, ils croissent d'une manière importante, il vous a été expliqué précédemment qu'ils sont liés au déploiement de la fibre optique.

Les charges financières et autres dépenses représentent 1 035 000 €.

La participation du budget principal au budget annexe Communication électronique est de 4 600 000 €. Lors du rapport d'orientations budgétaires, le montant qui vous a été présenté était de 5 600 000 €. Nous avons travaillé très précisément avec Mme Sophie Lasausse sur la soutenabilité du budget principal pour les années futures par rapport à la participation au budget Communication électronique. Nous voulions vérifier si dans le plan d'affaires du déploiement de la fibre optique, la participation telle qu'elle était inscrite au budget principal était soutenable à 4 600 000 €. À ce jour, au vu des éléments en notre possession, la participation de budget principal ne pourra pas être à 4 M€, elle sera de 3 M€ en recadrant ce budget principal. Cela signifie que pour les années suivantes, sur le budget principal, il ne faudra pas négliger la surveillance de ces dépenses et de ces recettes de fonctionnement. Ce sera vraiment la condition pour alimenter le budget Communication électronique. Toutes les lignes de ce budget fonctionnement du budget principal auront une conséquence sur le budget Communication électronique. Pour 2019, nous avons donc abaissé et ainsi gagné pour le plan d'affaires un montant moins important. Il ne s'agit pas uniquement de présenter des chiffres, il s'agit de vérifier leur soutenabilité, en sachant qu'ils seront soumis aux établissements financiers. Après le sésame de l'État, qui nous a permis d'être bénéficiaires d'une subvention, nous ne pourrions fonctionner qu'avec des emprunts bancaires. Il est important de le vérifier dans l'ensemble des équilibres budgétaires : les budgets doivent être totalement mesurés et crédibles.

### Budget Annexe Communication électronique 2019

Les charges financières et autres dépenses sont de 7 066 500 €.

La participation reçue en face du budget principal représente 4 600 000 €.

En budget d'investissement, nous retrouvons les travaux pour 110 716 814 €. Ils comprennent les 60 M€ de reste à réaliser.

Nous avons à réaliser un emprunt de 80 600 000 €, d'où la nécessité d'obtenir l'accord des établissements bancaires assez rapidement. Nous devons nous réjouir que toutes les strates de nos collectivités se soient enfin réunies pour valider notre projet.

Le fonds de concours, TVA et subventions s'élèvent à 30 536 000 €.

### Budget RESO LIAin 2019

Au compte administratif, nous avons 880 000 € en frais de personnel. Pour répondre à la Chambre régionale des comptes, nous avons indiqué la masse salariale exactement dédiée à la Communication électronique et les personnels nécessaires au déploiement de la fibre sur les 3 prochaines années. Pour rattraper notre retard et répondre dans les délais, il faudra avoir un nombre de personnel adapté. Les frais de personnel sont donc de 2 M€.

La participation au budget Communication électronique est de 4 194 125 €.

Les contributions reversées pour les IFER sont de 200 000 €.

En face, nous trouvons les redevances clients pour 13 994 000 €. Mettre à l'euro près les redevances clients nécessite un ajustement de compte. La fourchette de ce qui sera encaissé est de 13 à 14 M€.

L'autofinancement correspond à 668 324 €.

Deux excédents apparaissent : 81 384 € et 44 990 €.

Les amortissements sont estimés à 79 525 € et les immobilisations à 792 839 €.

### Budget annexe pour la production d'énergie photovoltaïque 2019

En fonctionnement, l'excédent est de 11 000 €.

En investissement, le résultat est de – 6 684 €.

Un emprunt de 260 000 € sera contracté pour des travaux à réaliser de 259 000 €.

Les charges générales s'élèvent à 6 096 €.

Pour les charges financières et autres dépenses (3 600 €), des lignes de trésorerie ou des emprunts seront sollicités.

### Total des dépenses réelles, tous budgets confondus

Le total général est de 194 388 000 €. C'est un budget conséquent.

Aucune observation.

- Vote pour chacun des quatre budgets :
  - 0 opposition,
  - 0 abstention,
  - adoption à l'unanimité.

### Liens entre les budgets (budget primitif 2019)

Le budget RESO LIAin rembourse 2 M€ de frais de personnel au budget principal.

Il y a subvention exceptionnelle de 7 000 € du budget principal au budget Photovoltaïque.

La redevance de 4,2 M€ du budget RESO Li@in au budget Communication électronique apparaît.

Le budget principal participe à hauteur de 4,6 M€ au budget Communication électronique.

### Caractéristiques de la dette

La dette est importante (199 378 204 €) avec une durée de vie moyenne de 9 ans et une durée résiduelle moyenne de 17 ans. La variation entre 2017 et 2018 est liée notamment à 2 emprunts à court terme (remboursement en 2020). En 2019, il est impératif d'avoir un accord des 2 banques qui nous financeront pour la totalité du projet.

### Répartition par établissement prêteur

Le groupe BPCE (Banque populaire et Caisse d'épargne) représente 51 %. Lorsqu'ils ont des engagements aussi importants, ces banques souhaitent moins arriver par rapport à leur ratio de solvabilité.

Sont également prêteurs le groupe Crédit Agricole (10 %), le groupe DEXIA (14 %), la Banque Postale (17 %), la Lyonnaise de banque, le Crédit Mutuel, la CDC (8 % pour ces 3 banques). Dans les années suivantes, nous espérons que la Caisse des Dépôts et consignations et la Banque européenne d'investissement feront partie de nos prêteurs.

### Flux de remboursement

Cet histogramme s'étend jusqu'à 2059. Il indique qu'en 2020, nous aurons un prêt court terme à rembourser. Il doit être globalisé dans la dette contractée avec la Caisse des Dépôts et consignation et la Banque européenne d'investissement, afin que nous puissions rembourser dès 2020. En 2020, nous n'aurons pas uniquement une annuité à payer, mais nous aurons également ce remboursement d'emprunt à réaliser.



### **Prise de parole du Président**

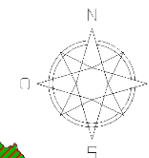
*M. Walter Martin*

Notre assemblée générale touche à sa fin, la prochaine assemblée générale du SIEA est prévue le vendredi 11 octobre 17 h 30 ou 18 h, vraisemblablement à la salle des fêtes de Péronnas.

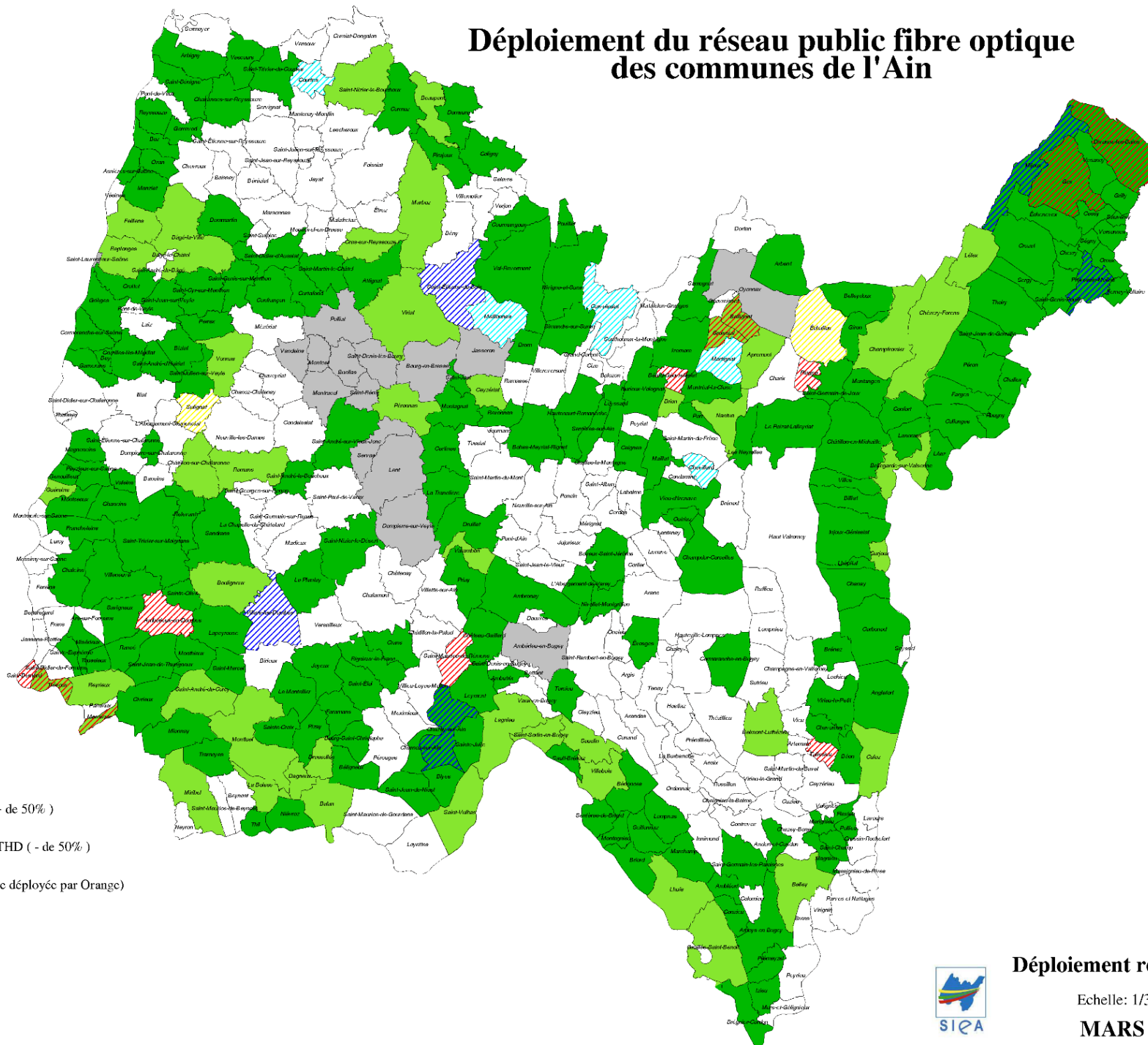
Les maires sont souvent sollicités à propos du contexte de déploiement des compteurs LINKY. Vous recevrez la semaine prochaine par courrier, un document fournissant les éléments techniques, juridiques, patrimoniaux, sanitaires, etc. sur le déploiement de ce compteur par ENEDIS. J'espère que cela vous permettra de répondre à vos concitoyens. Je tiens à remercier mes 2 collègues du bureau exécutif, M. Gérard Gallet et M. Jacques Berthou d'avoir assisté à cette assemblée générale sans avoir pu prendre place à la tribune.

Je vous remercie de votre présence qui a permis d'atteindre le quorum, d'avoir consacré un samedi matin à notre assemblée générale et non à vos concitoyens.





# Déploiement du réseau public fibre optique des communes de l'Ain



## LEGENDE

- Ouverte au service THD Fibre ( + de 50% )
- Partiellement ouverte au service THD ( - de 50% )
- Commune hors projet SIEA (Zone déployée par Orange)
- Ouverture dans 2 mois
- Ouverture dans les 6 mois
- Ouverture dans les 8 mois
- Ouverture fin année

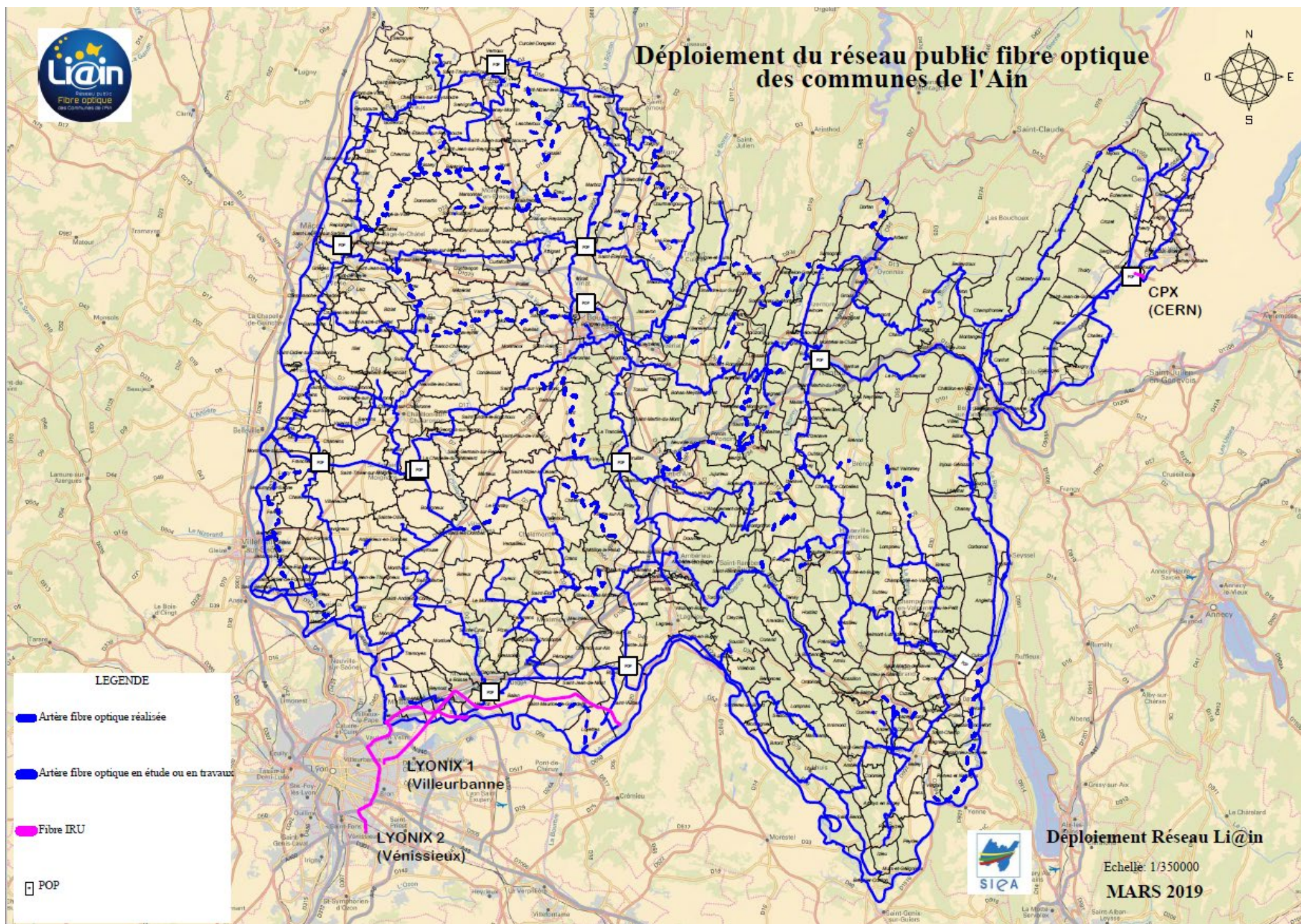


Déploiement réseau Li@in

Echelle: 1/350000

MARS 2019

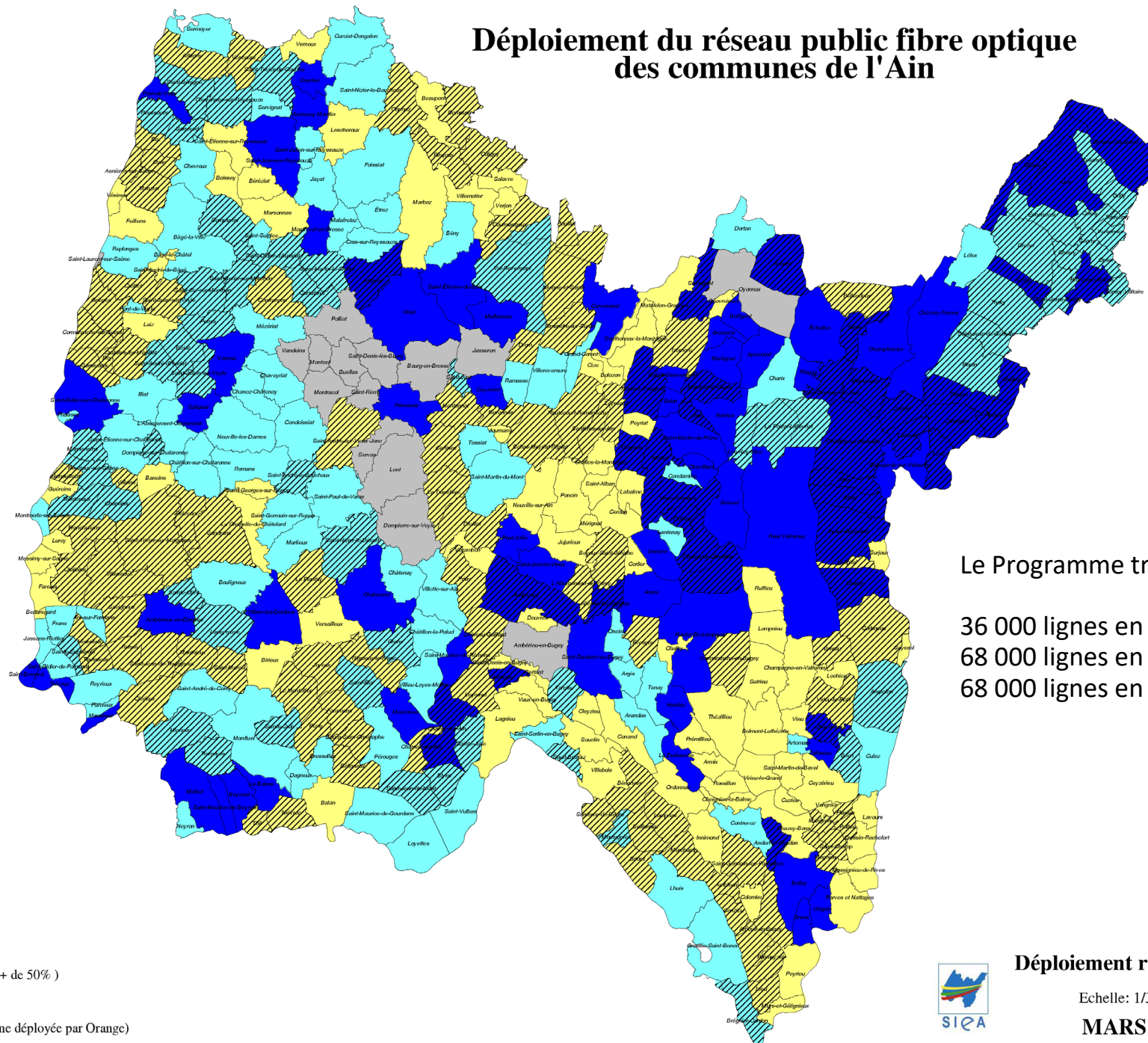








## Déploiement du réseau public fibre optique des communes de l'Ain



Le Programme triennal

36 000 lignes en 2019  
68 000 lignes en 2020  
68 000 lignes en 2021



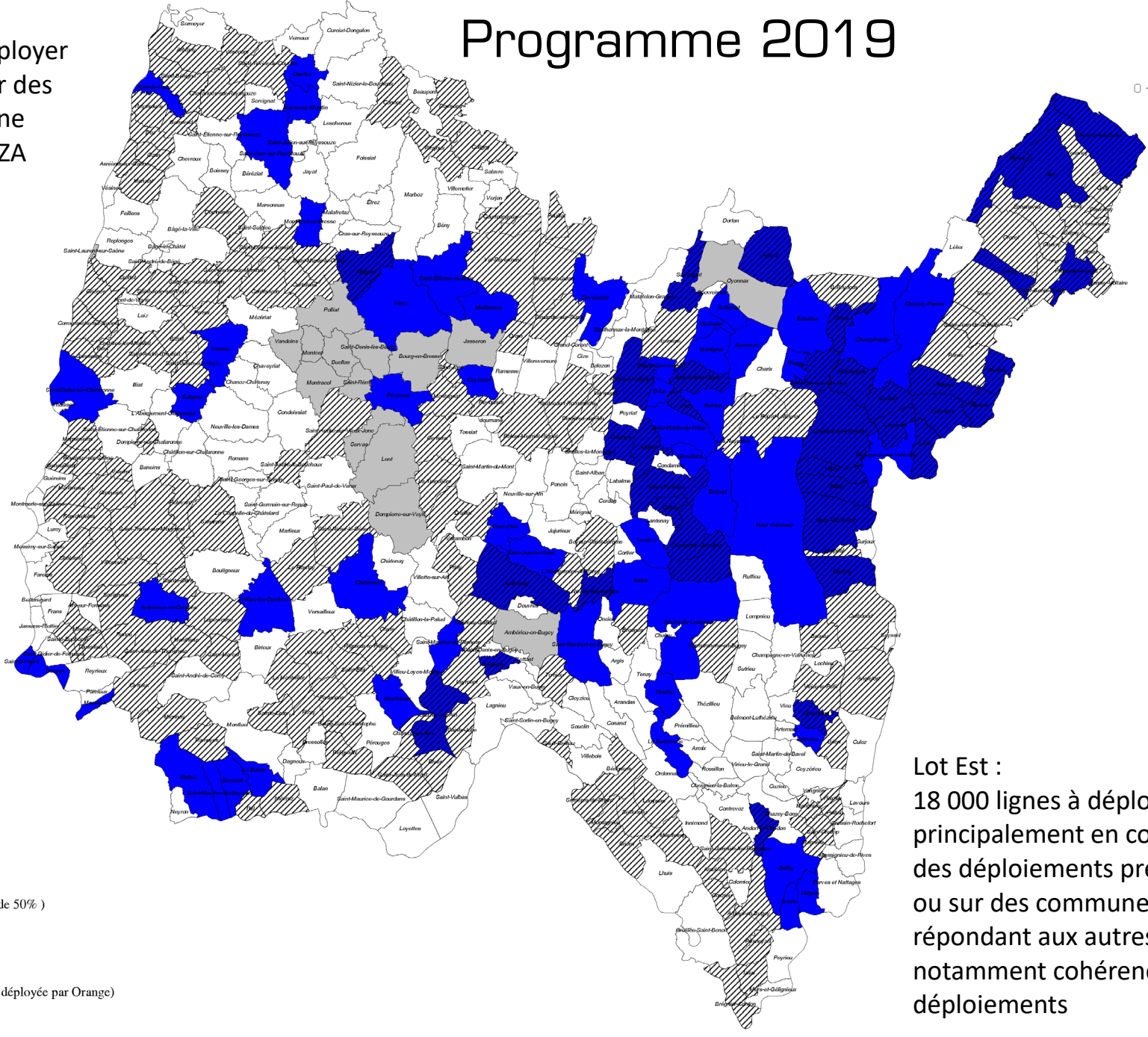
Déploiement réseau Li@in

Echelle: 1/350000

MARS 2019

Lot Ouest:  
18 000 lignes à déployer  
principalement sur des  
communes avec une  
forte densité, des ZA

# Programme 2019



LEGENDE

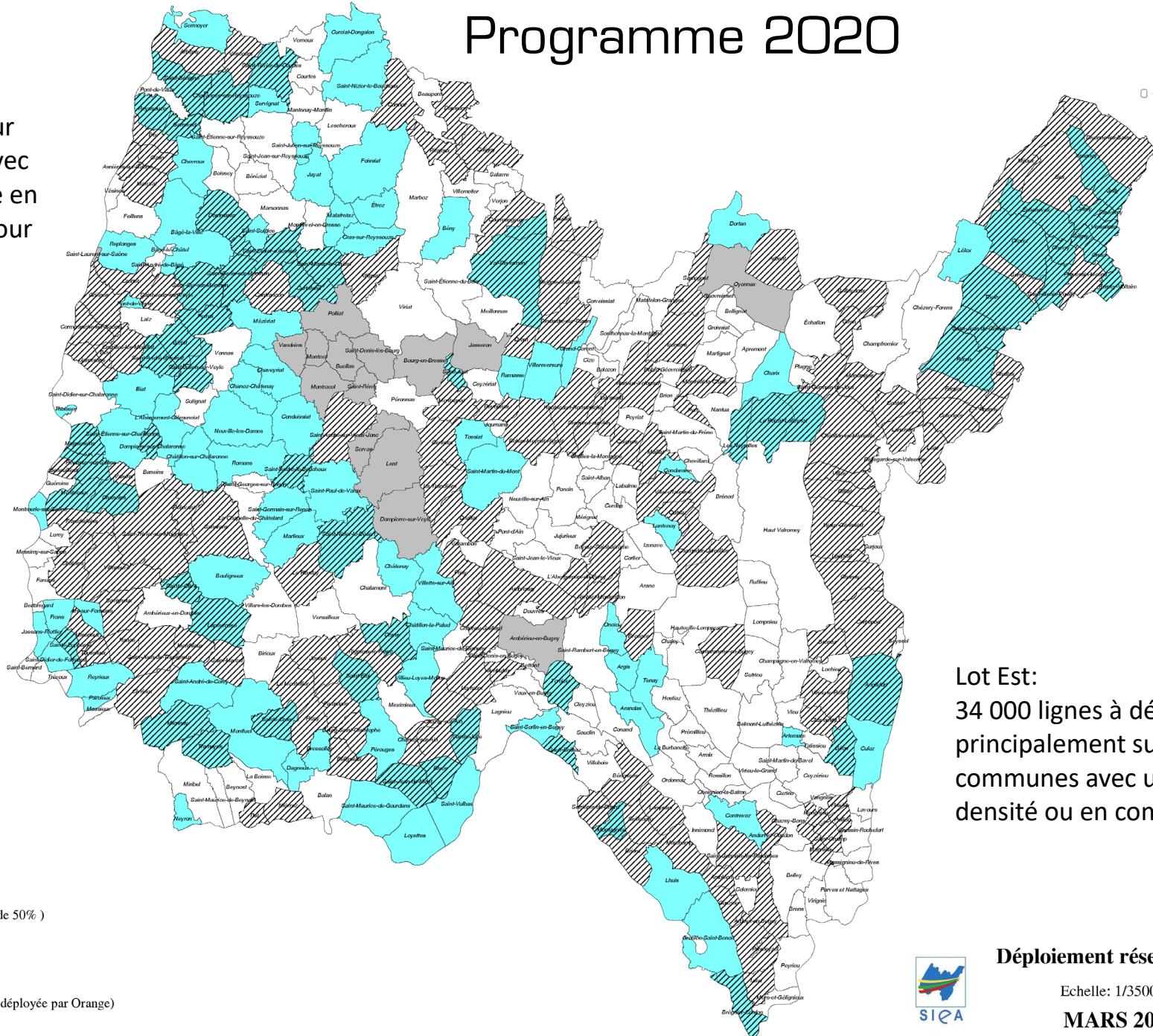
- Programme 2019
- Ouverte au service THD Fibre ( + de 50% )
- Commune hors projet SIEA (Zone déployée par Orange)

Lot Est :  
18 000 lignes à déployer  
principalement en complément  
des déploiements précédents  
ou sur des communes  
répondant aux autres critères,  
notamment cohérence des  
déploiements



# Programme 2020

Lot Ouest:  
34 000 lignes à  
déployer  
principalement sur  
des communes avec  
une faible densité en  
complétude ou pour  
les ZA ou autres  
critères



LEGENDE

Programme 2020

Ouverte au service THD Fibre ( + de 50% )

Commune hors projet SIEA (Zone déployée par Orange)

Lot Est:  
34 000 lignes à déployer  
principalement sur des  
communes avec une faible  
densité ou en complétude

Déploiement réseau Li@in

Echelle: 1/350000

MARS 2019

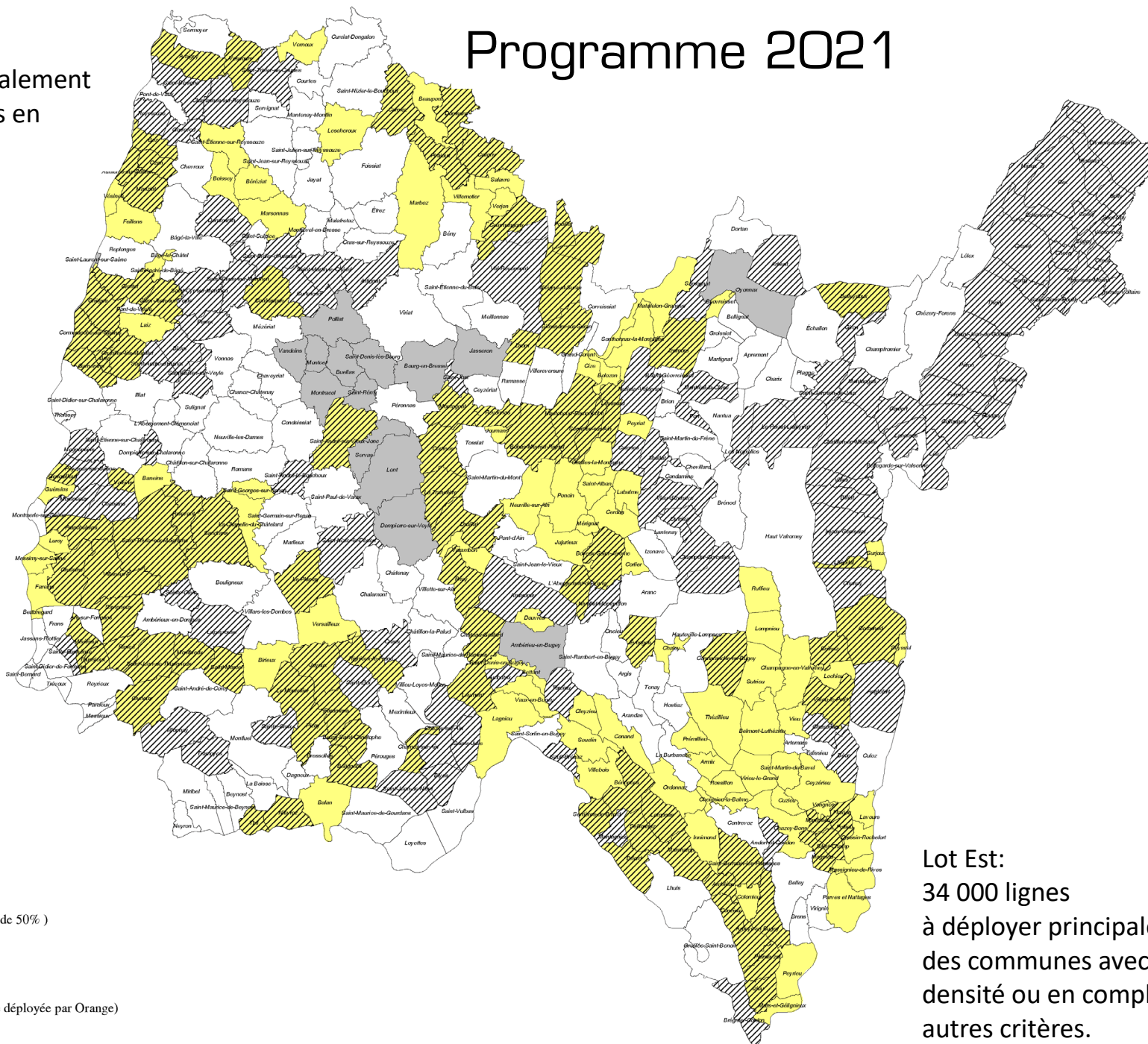




Lot Ouest :  
34 000 lignes  
à déployer principalement  
sur des communes en  
complétude

# Programme 2021

ANNEXE 6



LEGENDE

Programme 2021

Ouverte au service THD Fibre (+ de 50%)

Commune hors projet SIEA (Zone déployée par Orange)

Lot Est:  
34 000 lignes  
à déployer principalement sur  
des communes avec une faible  
densité ou en complétude ou  
autres critères.

# ANNEXE 7

## Ressources - Finances

# Compte administratif Budget principal

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
011 charges à caract. général	8 492 345	8 146 093	-4,1
012 charges de personnel	2 944 305	3 245 172	10,2
014 atténuation de produits	363 857	363 359	-0,1
65 autres charges de gestion courante	737 751	11 369 549	1441,1
66 charges financières	44 110	33 453	-24,2
67 charges exceptionnelles	342	11 130	3156,2
<b>TOTAL</b>	<b>12 582 710</b>	<b>23 168 755</b>	<b>84,1</b>
RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
013 recettes en atténuation	80 518	113 086	40,45
70 produits des services (rembt dépenses personnel Régie)	680 000	880 000	29,41
73 taxe sur la consommation finale d'électricité	8 626 515	8 186 916	-5,10
74 dotations et participations (cotisations communes )	8 543 367	9 198 935	7,67
75 autres produits (redevances concessionnaires et divers)	3 189 145	3 297 995	3,41
77 produits exceptionnels	241 347	517 255	114,32
<b>TOTAL</b>	<b>21 360 892</b>	<b>22 194 186</b>	<b>3,90</b>

# Compte administratif Budget principal

DEPENSES D'INVESTISSEMENT			
Libellés	CA 2017	CA 2018	Ecart 2018/2017 (%)
13 rembt aux Collectivités sur programmes soldés	1 027 721	1 041 776	1,4
16 Rembt d'emprunts (Capital)	174 867	178 838	2,3
20 logiciels, frais d'études	538 816	458 074	-15,0
204 subventions	334 180	43 804	-86,9
21 locaux, matériel, mobilier	213 465	48 436	-77,3
23 travaux	17 284 670	17 693 298	2,4
<b>Total</b>	<b>19 573 719</b>	<b>19 464 226</b>	<b>-0,6</b>
RECETTES D'INVESTISSEMENT			
Libellés	CA 2017	CA 2018	Ecart 2018/2017 (%)
10 FCTVA	968 506	1 006 638	3,9
13 Participation à travaux d'équipement	12 722 139	12 732 648	0,1
20 frais d'études	5 712	334 165	5750,3
23 travaux	92 474	52 385	-43,4
27 TVA récupérée sur travaux	1 547 693	1 985 269	28,3
27 remboursement avance régie	1 000 000	-	-100,0
<b>Total</b>	<b>16 336 525</b>	<b>16 111 105</b>	<b>-1,4</b>

# Compte administratif Budget principal

RESULTAT 2018	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
1) Recettes de l'exercice 2018	19 695 085,13	22 206 827,82	41 901 912,95
2) Dépenses de l'exercice 2018	21 449 495,27	24 767 466,75	46 216 962,02
I) Résultat de l'exercice 2018 (1-2)	- 1 754 410,14	- 2 560 638,93	- 4 315 049,07
II) Résultat de l'exercice 2017	786 162,73	12 320 162,67	13 106 325,40
A) Résultat de clôture de l'exercice 2018 (I+II)	- 968 247,41	9 759 523,74	8 791 276,33
3) Reste à Réaliser Recettes 2018	-		-
4) Reste à Réaliser Dépenses 2018	387 367,71		387 367,71
B) Solde des Restes à Réaliser (3-4)	- 387 367,71		- 387 367,71
RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B)	- 1 355 615,12	9 759 523,74	8 403 908,62

# Compte administratif Budget annexe Communication Electronique

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
66 Charges financières	5 848 416	5 921 705	1,3
67 Charges Exceptionnelles	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>5 848 416</b>	<b>5 921 705</b>	<b>1,3</b>

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
70 - Redevance Régie RESOLI@in	5 432 263	6 711 683	24
75 - Participation du budget principal	416 124	11 000 000	non significatif
77 - Pénalités	29	4 371	non significatif
<b>TOTAL</b>	<b>5 848 416</b>	<b>17 716 054</b>	<b>203</b>

# Compte administratif Budget annexe Communication Electronique

DEPENSES D'INVESTISSEMENT			
Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
16 Remboursement des Emprunts (Capital)	7 207 229	7 921 864	9,9
23 Travaux et Infrastructures	32 039 891	40 720 885	27,1
<b>TOTAL</b>	<b>39 247 120</b>	<b>48 642 749</b>	<b>23,9</b>
RECETTES D'INVESTISSEMENT			
Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
13 subventions et participations	10 358 717	8 861 533	-14,5
16 Emprunts	22 000 000	28 000 000	27,3
27 TVA récupérée sur travaux	5 146 815	6 665 219	29,5
23 Rembt sur travaux et Infrastructures	37 880	450 368	non significatif
<b>TOTAL</b>	<b>37 543 411</b>	<b>43 977 120</b>	<b>17,1</b>



# Compte administratif Budget annexe Communication Electronique

RESULTAT 2018	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
1) Recettes de l'exercice 2018	50 642 338,56	17 716 053,97	68 358 392,53
2) Dépenses de l'exercice 2018	55 307 968,02	5 921 705,19	61 229 673,21
I) Résultat de l'exercice 2018 (1-2)	- 4 665 629,46	11 794 348,78	7 128 719,32
II) Résultat de l'exercice 2017	6 642 648,71	-	6 642 648,71
A) Résultat de clôture de l'exercice 2018 (I+II)	1 977 019,25	11 794 348,78	13 771 368,03
3) Reste à Réaliser Recettes 2018			
4) Reste à Réaliser Dépenses 2018			
B) Solde des Restes à Réaliser (3-4)			
<b>RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B)</b>	<b>1 977 019,25</b>	<b>11 794 348,78</b>	<b>13 771 368,03</b>



## DEPENSES D'EXPLOITATION

Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
011 charges à caractère général	8 669 100	10 401 596	20,0
012 charges de personnel	680 000	880 000	29,4
658 charges diverses de gestion courante		4	
66 charges financières	12 720	5 567	-56,2
67 charges exceptionnelles	37 392	50 004	33,7
<b>TOTAL</b>	<b>9 399 212</b>	<b>11 337 171</b>	<b>20,6</b>

## RECETTES D'EXPLOITATION

Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
7087 remboursement équipements endommagés	47 273	80 168	69,6
706 redevances clients	10 034 943	10 502 510	4,7
77 produits exceptionnels	1 164	2 052	76,3
<b>TOTAL</b>	<b>10 083 381</b>	<b>10 584 730</b>	<b>5,0</b>

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
1687 Remboursement avance de trésorerie au budget principal	1 000 000	-	-100,0
20 Logiciels	5 360	144 822	2601,9
21 matériel, mobilier, autres		11 081	
23 travaux	2 680	56 484	2007,6
<b>Total</b>	<b>1 008 040</b>	<b>212 387</b>	<b>-78,9</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Libellés	CA 2017	CA 2018	évol 2018/2017 (%)
28 Dotation aux Amortissements	49 737	44 942	-9,6
<b>Total</b>	<b>49 737</b>	<b>44 942</b>	<b>-9,6</b>

# Compte administratif Budget RESO-LIAin

RESULTAT 2018	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
1) Recettes de l'exercice 2018	44 941,80	10 584 729,83	10 629 671,63
2) Dépenses de l'exercice 2018	178 744,59	11 382 112,40	11 560 856,99
I) Résultat de l'exercice 2018 (1-2)	- 133 802,79	- 797 382,57	- 931 185,36
II) Résultat de l'exercice 2017	178 792,71	878 766,39	1 057 559,10
<b>A) Résultat de clôture de l'exercice 2018 (I+II)</b>	<b>44 989,92</b>	<b>81 383,82</b>	<b>126 373,74</b>
3) Reste à Réaliser Recettes 2018			
4) Reste à Réaliser Dépenses 2018	127 454,74		
<b>B) Solde des Restes à Réaliser (3-4)</b>	- <b>127 454,74</b>		-
<b>RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B)</b>	- <b>82 464,82</b>	<b>81 383,82</b>	- <b>1 081,00</b>

# Compte administratif Budget annexe photovoltaïque

<b>RESULTAT 2018</b>	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>TOTAL</b>
1) Recettes de l'exercice 2018	-	11 000,12	11 000,12
2) Dépenses de l'exercice 2018	6 684,42	-	6 684,42
I) Résultat de l'exercice 2018 (1-2)	- 6 684,42	11 000,12	4 315,70
II) Résultat de l'exercice 2017			-
A) Résultat de clôture de l'exercice 2018 (I+II)	- 6 684,42	11 000,12	4 315,70
3) Reste à Réaliser Recettes 2018			-
4) Reste à Réaliser Dépenses 2018	26 600,00		26 600,00
B) Solde des Restes à Réaliser (3-4)	- 26 600,00		- 26 600,00
<b>RESULTAT D'ENSEMBLE (A+B)</b>	<b>- 33 284,42</b>	<b>11 000,12</b>	<b>- 22 284,30</b>

# Liens entre les budgets CA 2018

**Participation**  
11 M€ (5,4 M€ 2017  
et 5,6 M€ 2018)

**Redevance**  
6,7 M€

**Budget  
Principal**

**Budget  
Communication  
Electronique**

**Budget  
Réso Li@in**

**Budget  
Photovoltaïque**

Électrification  
rurale  
Eclairage public  
Gaz  
Energie  
SIG

Construction  
du réseau

Exploitation  
du réseau

Installation et  
maintenance  
de panneaux,  
revente  
d'électricité

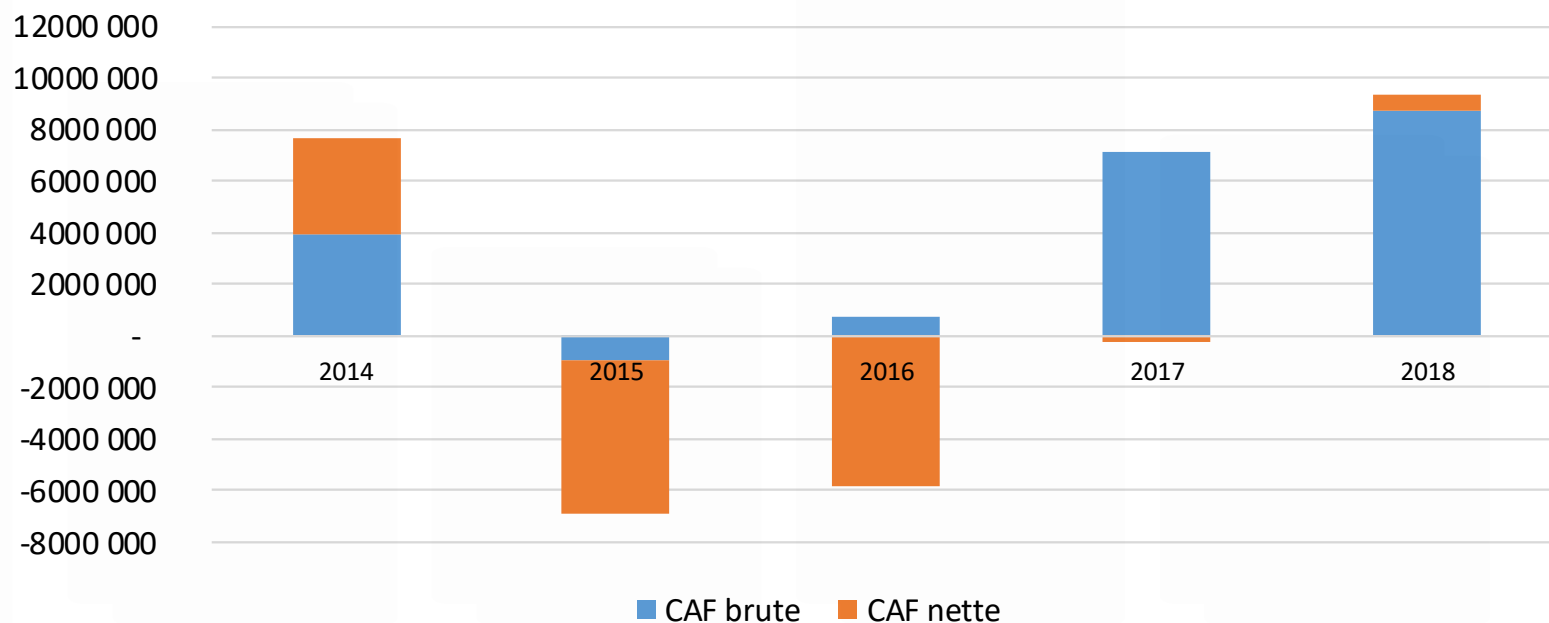
Remboursement personnel : 880 K€

Subvention exceptionnelle : 11 K€

**VOTE**

# Capacité d'autofinancement Budget principal + Budget Communication électronique

Evolution de la capacité d'autofinancement



# Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement (AP/CP)

## BUDGET PRINCIPAL

- Autorisations de Programme : 126.591.000 €
- Crédits de paiement 2019 : 21.886.000 €

## BUDGET ANNEXE COMMUNICATION ELECTRONIQUE

- Autorisation de Programme : 600.000.000 € dont 312.404.155 mandatés au 31/12/2018 et depuis le début de l'opération
- Crédits de paiement 2019 : 110.716.814 € dont 60.000.000 au titre des restes à réaliser

**VOTE**



# Structure du budget principal : BP 2019

## DEPENSES

## RECETTES

### Fonctionnement

Charges générales : 9.067.156 €

Frais de personnel : 4.226.010 €

Participation BA  
Com Elec : 4.600.000 €

Charges financières  
et autres dépenses : 1.035.000 €

Amortissement : 1.870.211 €

**AUTOFINANCEMENT :**  
**10.759.347 €**

Résultat 2018 : 9.759.524€

Rembt Salaires Régie : 2.000.000 €

TCFE et fiscalité : 8.013.000 €

Cotisations : 9.000.000 €

Produits de gestion : 2.785.200 €

### Investissement

Rembt communes : 1.200.000 €

Rembt dette : 185.000 €

Immobilisations  
hors travaux : 3.568.110 €

Travaux : 22.358.200 €

**AUTOFINANCEMENT :**  
**10.759.347 €**

Résultat 2018 : - 968.247,41 €

Fonds de concours,  
FCTVA, TVA : 15.650.000 €

Amortissement : 1.870.211 €



**VOTE**





# Structure du budget Communication Electronique : BP 2019

## DEPENSES

## RECETTES

### Fonctionnement

Charges générales : 665.000 €

Charges financières  
et autres dépenses : 7.066.500 €

**AUTOFINANCEMENT :**  
**12.861.974 €**

Redevance RESO-LIAin 4.194.125 €

Participation du BP 4.600.000 €

Produits de gestion : 5.000 €

Excédent 2018 : 11.794.349 €

### Investissement

Rembt dette : 9.145.000 €

Avances versées : 6.000.000 €

Travaux : 110.716.814 €

Autres : 113.179 €

**AUTOFINANCEMENT :**  
**12.861.974 €**

Excédent 2018 : 1.977.019 €

Emprunts 80.600.000 €

Fonds de concours, TVA,  
Subventions : 30.536.000 €



**VOTE**



# Structure du budget RESO-LIAin : BP 2019

## DEPENSES

## RECETTES

### Fonctionnement

Charges générales : 6.927.749 €

Frais de personnel : 2.000.000 €

Participation BA  
Com Elec : 4.194.125 €

IFER : 200.000 €

Autres dépenses : 56.510 €

Amortissement : 79.525 €

**AUTOFINANCEMENT :**  
668.324 €

Excédent 2018 : 81.384 €

Redevances clients 13.994.849 €

Produits de gestion : 50.000 €

### Investissement

Immobilisations : 792.839 €

**AUTOFINANCEMENT :**  
668.324 €

Excédent 2018 : 44.990 €

Amortissement : 79.525 €

**VOTE**



# Structure du budget photovoltaïque : BP 2019

## DEPENSES

### Fonctionnement

Charges générales : 6.096 €

Charges financières  
et autres dépenses : 3.600 €

**AUTOFINANCEMENT : 8.104 €**

### Investissement

Rembt dette : 2 420 €

Travaux : 259 000 €

## RECETTES

Excédent 2018 : 11.000 €

Subvention exceptionnelle BP  
6.800 €

**AUTOFINANCEMENT : 8.104 €**

Résultat 2018 : - 6.684 €

Emprunt 260.000 €



**VOTE**

# Total des dépenses réelles, tous budgets confondus

BUDGET	MONTANT DEPENSES REELLES
<b>Budget principal</b>	<b>46 239 476,33</b>
fonctionnement	18 928 165,96
investissement	27 311 310,37
<b>Budget photovoltaïque</b>	<b>271 116,00</b>
fonctionnement	9 696,00
investissement	261 420,00
<b>Budget Communication électronique</b>	<b>133 706 493,03</b>
fonctionnement	7 731 500,00
investissement	125 974 993,03
<b>Budget RESO-LIAin</b>	<b>14 171 223,14</b>
fonctionnement	13 378 384,14
investissement	792 839,00
<b>Total général</b>	<b>194 388 308,50</b>

# Liens entre les budgets BP 2019

Participation  
4,6 M€

Redevance  
4,2 M€

**Budget  
Principal**

**Budget  
Communication  
Electronique**

**Budget  
Réso Li@in**

**Budget  
Photovoltaïque**

Électrification  
rurale  
Eclairage public  
Gaz  
Energie  
SIG

Construction  
du réseau

Exploitation  
du réseau

Installation et  
maintenance  
de panneaux,  
revente  
d'électricité

Remboursement personnel : 2M€

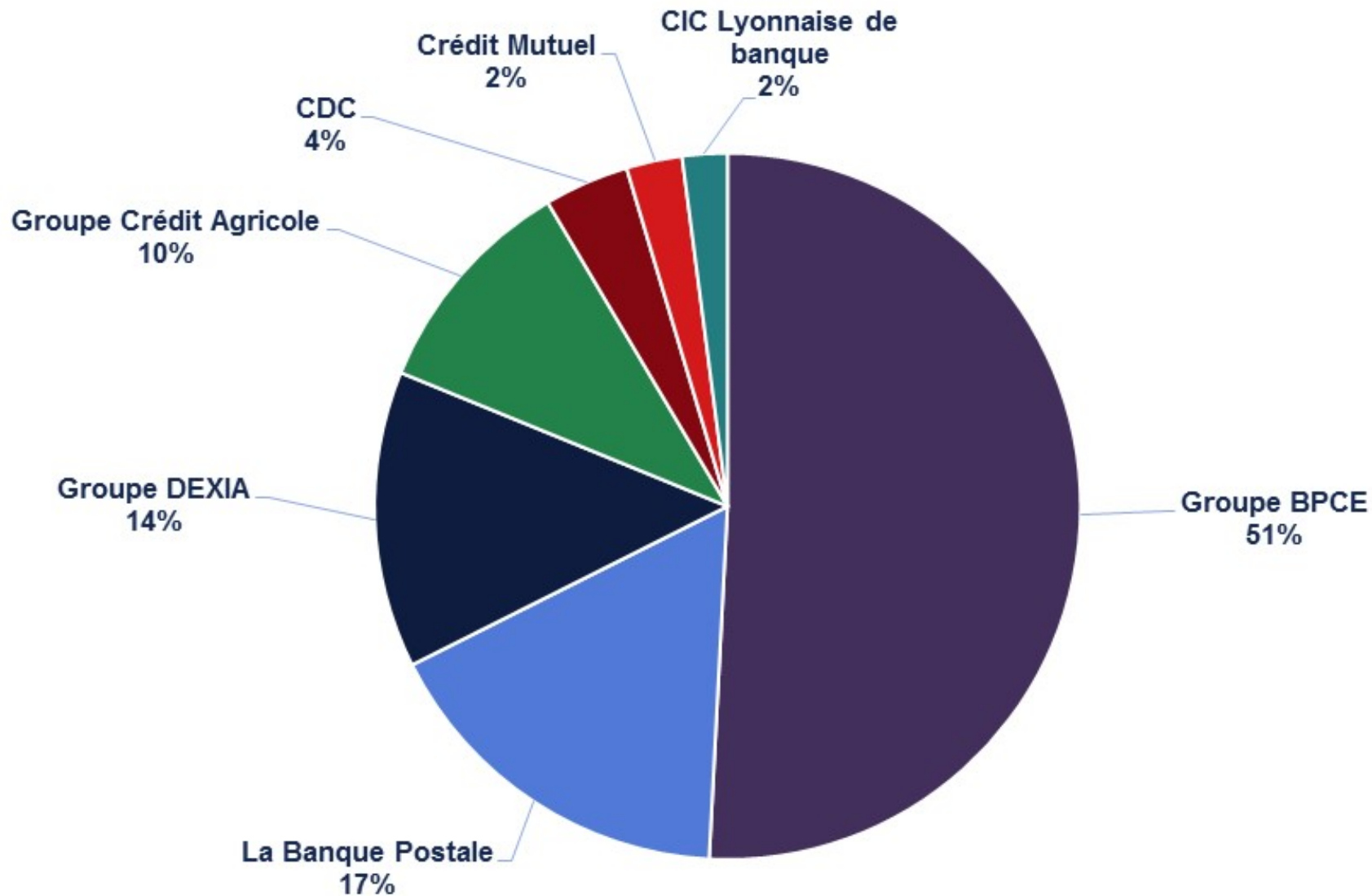
Subvention exceptionnelle : 7 000 €

# Caractéristiques de la dette

Caractéristiques de la dette au :	31/12/2018	31/12/2017
<b>Encours de</b>	<b>199 378 204 €</b>	<b>179 452 912 €</b>
<b>Son taux moyen s'élève à</b>	<b>2,98%</b>	<b>3,34%</b>
<b>Sa durée résiduelle moyenne est de</b>	<b>17 ans et 1 mois</b>	<b>20 ans et 6 mois</b>
<b>Sa durée de vie moyenne est de</b>	<b>9 ans et 5 mois</b>	<b>11 ans et 3 mois</b>

Répartition budgétaire :	31/12//2018	31/12/2017
<b>Budget principal</b>	<b>661 825 €</b>	<b>840 663 €</b>
<b>Budget Communication Electronique</b>	<b>198 716 379 €</b>	<b>178 612 249 €</b>

# Répartition par établissement prêteur



# Profil de remboursement de la dette à venir

## Flux de remboursement

